

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2025
Perspectives 2026

N° 566
Avril 2026

Économie de l'élevage



FABRICATIONS EN HAUSSE

et reprise des achats
de produits au lait de brebis

VIANDE OVINE EN FRANCE
2025 porte les stigmates de la FCO

LAIT DE BREBIS EN FRANCE
Reprises de la collecte, des fabrications et des achats

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Des revenus en hausse plus ou moins marquée

PRÉVISIONS VIANDE OVINE 2026
Le repli de l'offre mondiale devrait s'accroître



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF :

Boris DUFLLOT (Institut de l'Élevage)

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : Vincent BELLET, Catherine DE BOISSIEU, Cassandre MATRAS.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Théo GUFFROY, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Gilles SAGET.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui de France Brebis Laitière et des Interprofessions régionales à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Merci notamment à l'Association Interprofessionnelle du lait et des produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

• Filière allaitante :

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (CA16), Jean-Louis BALME (CRAO), Théo BOISTARD (CA 18), Marie BREISSAND (CA 04), Marie CABROL (CA 26), Dominique CANDAU (CA 88), Camille CHAMPION (CA 86), Arnaud CUVILIER (CA 60), Fabien DAVY (CA 05), DELMAS (CA 12), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Benoît ESMAENGLAUD (CA 06), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Théo GUFFROY (CA 02), Claire GUYON (CA 84), Cléane HERNANDEZ (CA 21), Elise HOMMET (CA 36), Julia HOUVENAGHEL (CA 08), Laurent KELLER (CA 54), Tania KÖRNER (CA 55), Laura KRZYWKOWSKI (CA 57), Elodie LAGIER (CA 05), Ancaïs LAMBINET (CA 51), Angélique LAMOUREUX (CA 03), Sophie LAURENT (CA 17-79), Carole LE CREFF (CRA Pays de la Loire), Anne-Julie METIVIER (Maison de l'Élevage 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Mathilde PERRE (CA 43), Aurore PETIT (CA 12), Alix PFAFF (CA Normandie), Romain PLECHOT (CA 32), Aurore PRIEUR (CRA Pays de la Loire), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Marina RAYNAUD (CA 11), Alice RINGUET (CA 13), Suzanne ROUAN (CA 64), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA Alsace), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Angelina SOMBRIN (CA31), Julien VAISSET (CA 23), François VALENTIN (CA 48), Chloé VAN MOERE (CA 64), Catherine VENINEAUX (CA 38).

• Filière laitière :

Jean BEUDOU (CA 64), Flavie CABOT (Maison de l'élevage 81), Marine CRISTOL (CA 48), Bixente DOYHENARD (CA 64), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Sarine MERLEY (UNOTEC), Sandrine MERLIN (CA 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Benoit NOUGADERE (Confédération de Roquefort), Alice PANISSIE (UNOTEC), Aurore PETIT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (Confédération de Roquefort), Suzanne ROUAN (CA 64), Odile SALLATO (CA 64), Chloé VAN MOERE (CA 64), Marion VABRE (CA 12), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Confédération Nationale de l'Élevage

Fabrications en hausse face à une reprise des achats de produits au lait de brebis et nouveau repli de la production de viande ovine

En 2025, la fièvre catarrhale ovine (FCO) a marqué la filière ovine française, malgré une baisse des élevages touchés. Les abattages ont chuté et le marché a souvent été très déséquilibré (afflux d'agneaux en été, faible demande et notamment pour l'Aïd, décalage des sorties à l'automne). Les prix historiquement élevés atteints au 1^{er} semestre 2025 ont freiné la consommation qui, associée à une offre excédentaire au 2nd semestre, a fait baisser les cours.

À l'échelle des exploitations, la conjoncture 2025 a globalement été favorable aux exploitations ovines : hausse du prix des agneaux (malgré un recul en fin d'année), du prix lait de brebis et des volumes livrés, avec des charges en légère baisse. Les conditions météo ont moins pénalisé cultures et fourrages. Cependant la production d'agneaux a reculé dans les zones touchées par la FCO en 2024. Les revenus ont progressé dans tous les systèmes, mais de manière inégale et les élevages les plus efficaces sont ceux ayant le plus bénéficié de cette embellie.

En Europe, la production a reculé (notamment en Espagne, Irlande et France), en raison d'un déclin structurel (difficultés de transmission des élevages) et de défis sanitaires et climatiques. Avec une hausse des exportations de l'UE-27 (une première depuis le Brexit), le disponible en viande a diminué pour la 3^{ème} année consécutive, tirant les prix vers le haut. Au Royaume-Uni, les hausses de production et d'importation ont libéré des volumes à l'export.

À l'échelle mondiale, la production a baissé en Chine, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Face au manque d'offre, les prix ont bondi chez les pays exportateurs d'Océanie. Les nouveaux droits de douanes étatsuniens ont freiné les envois vers l'Amérique du Nord. En 2026, la tendance devrait se poursuivre, et l'organisation des flux mondiaux dépendra notamment des importations chinoises en viande ovine et moyen-orientales en ovins vivants.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

4/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Regain de la collecte, des fabrications et des achats des ménages en France

8/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

L'année 2025 porte les stigmates de la FCO

14/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le disponible et la demande au sein de l'UE poursuivent leur baisse en 2025

22/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Franc recul de la production mondiale en 2025

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES VIANDE OVINE 2026

Le repli de l'offre mondiale devrait s'accroître en 2026

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

HIVER

PRINTEMPS

Ramadan

du 28 février au 29 mars

Mise à l'herbe dans des conditions globalement correctes, après un hiver souvent humide

Cotation record des agneaux en début d'année

L'offre est toujours plus faible et suffit à peine à couvrir la demande, pourtant modérée à cette période de l'année.

Les équarissages et soucis de reproduction liés à la FCO

sont moindres qu'en 2024, moins de foyers ayant été touchés, mais cela impacte la production de viande ovine en 2025 (cheptel durement impacté fin 2024, nombreux avortements donc décalage des mises bas fin 2024/début 2025 donc des sorties d'agneaux à l'été et non à Pâques, ...).



Pâque juive

du 12 au 20 avril

Pâques chrétienne

dimanche 20 avril

Un printemps relativement sec, avec des récoltes précoces et plutôt de bonne qualité

Les prix des matières premières

poursuivent leur évolution à la baisse mais restent élevés

Le cours des agneaux atteint des sommets pour Pâques 2025

Le pic de sorties d'agneaux est encore au-delà des niveaux des années précédentes. La cotation atteint alors 11,04 €/kg contre 9,54 €/kg en 2024.

Au Royaume-Uni, le nombre d'agneaux de moins d'un an a atteint son plus bas niveau en juin 2025,

depuis le début de la collecte de données en 1984.

La demande chinoise en viande ovine baisse pour la 2^{ème} année consécutive en 2025, réorientant une bonne partie des flux océaniques vers l'UE et le Royaume-Uni.

ÉTÉ

Fête de l'Aïd Al-Adha
du 6 au 8 juin

La **surmortalité** des brebis subie en 2024 du fait de l'épizootie de **FCO** a provoqué une baisse du cheptel qui a accentué le recul de la production d'agneaux en 2025.

Des **rendements en céréales** généralement à la hausse, mais des prix très bas

Creux estival de la cotation bien plus prononcé que les années passées.

Décalage des sorties d'agneaux sur l'été (cause avortements FCO fin 2024) et achats en berne du fait de niveaux de prix de vente record. Jusqu'à 3 semaines de retard.

AUTOMNE

Sur la campagne allant d'octobre 2024 à septembre 2025, la collecte nationale de lait de brebis a progressé de 1,5% /2023-2024, compensant partiellement la précédente baisse (- 3,2 %).

Après un été assez sec, une météo **globalement favorable** au pâturage d'automne

Des **stocks fourragers** souvent reconstitués, et de meilleure qualité qu'en 2024

La cotation termine 2025 à 9,85€/kg :

les cours sont restés sous leurs niveaux de 2024 après leur chute estivale. La consommation reste basse et cela pèse sur le marché, malgré un faible niveau d'offre.



2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

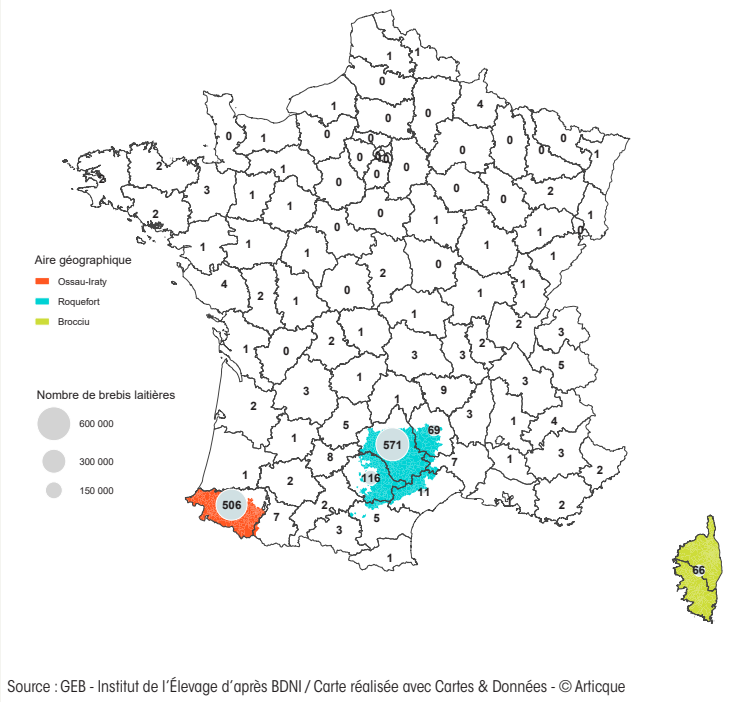
Regain de la collecte, des fabrications et des achats des ménages en France

La collecte nationale de lait de brebis a légèrement repris sur la campagne 2024-2025 (octobre à septembre), sans toutefois contrebalancer la précédente baisse. Cela a permis un regain des fabrications, dans un contexte de reprise des achats. Avec une nouvelle baisse des charges, une meilleure qualité des fourrages et une météo plus clémente sur la première partie de campagne, les volumes produits ont légèrement augmenté et ce, malgré une légère diminution du nombre de brebis laitières. Le prix du lait versé aux producteurs a continué de croître.



CHEPTEL OVINS LAIT 2025

FIG. 1 : RÉPARTITION DÉPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT



1,48 million

C'est le nombre d'ovins reproducteurs de type laitiers recensés par la BDNI au 1^{er} janvier 2025.

Un cheptel de brebis laitières qui poursuit sa baisse entre 2023 et 2024

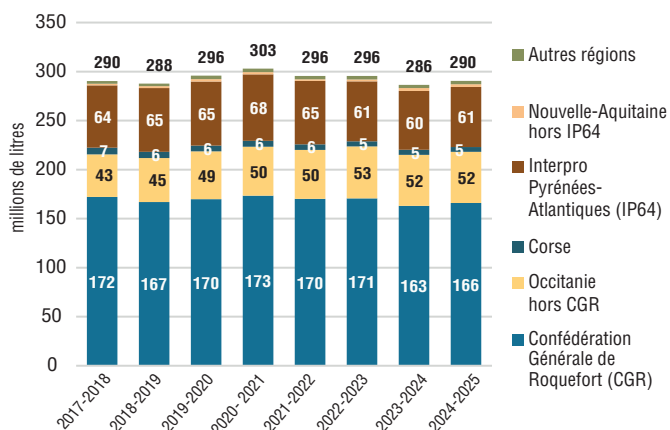
D'après les dernières données BDNI consolidées, le cheptel national de reproducteurs ovins lait s'établissait à 1,48 M de têtes au 1^{er} janvier 2025, en baisse de 1,1% par rapport au 1^{er} janvier 2024, soit -16 000 têtes, et -3,1% comparé à la moyenne des cinq dernières années. La FCO a impacté le cheptel laitier, bien que moins fortement que le cheptel allaitant.

Le cheptel reproducteur laitier se répartit principalement sur six départements, qui regroupent à eux seuls 90% de l'effectif national (fig. 1). En première position on retrouve l'Aveyron, avec 571 000 reproducteurs ovins lait (-2% /2023), puis les Pyrénées-Atlantiques (505 500, -2%), le Tarn (116 000, stable), la Lozère (69 300 têtes, -2%), et les deux départements corses (66 100, -8%). Tout ou partie du territoire de ces départements est lié à une aire d'appellation fromagère : l'AOP Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour la Corse, le Roquefort pour les trois autres départements cités ainsi que l'IGP Pérail, qui a été reconnue par l'INA en octobre 2022. À chacune de ces zones est associé un système d'élevage spécifique, caractérisé notamment par des races locales. L'Aveyron et les Pyrénées-Atlantiques regroupent les deux-tiers des exploitations ovines laitières françaises.

Selon les dernières estimations du SSP, le cheptel de brebis et agnelles laitières saillies aurait augmenté de 5% en novembre 2025, après trois années de baisse.

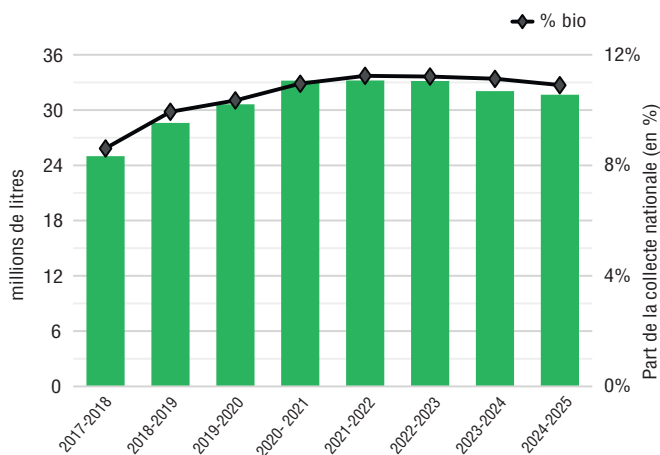
COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



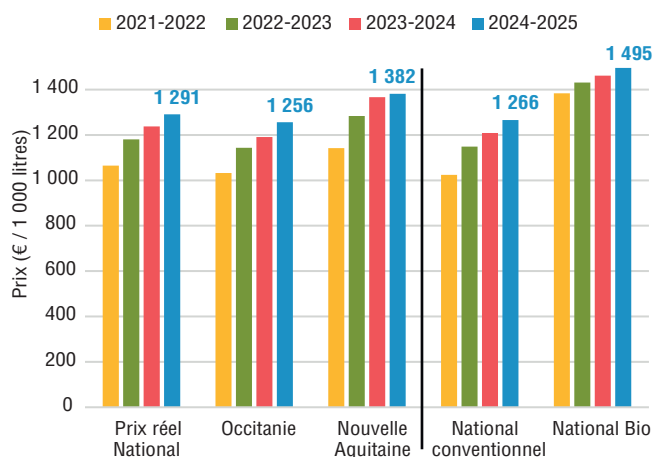
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, CGR et IP64

FIG. 3 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIO



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 4 : ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

290 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2024-2025.

En hausse depuis 2013, la collecte française de lait de brebis a chuté sur la campagne 2021/22, et elle fluctue depuis. Sur la dernière campagne, elle a progressé de 1,4%/2023-2024, totalisant 290,4 ML, compensant partiellement la précédente baisse (-3,2%) (fig. 2). Elle reste toutefois 1,6% sous son niveau moyen des 5 dernières campagnes.

Après avoir progressé de 2,3% sur les huit premiers mois de la campagne, en lien avec un démarrage précoce des lactations, des fourrages de meilleure qualité et des conditions climatiques plutôt favorables, la collecte a nettement ralenti entre juin et août (-4,4%) en raison d'un décalage de production et de la canicule.

Elle a diversement évolué dans les trois principales régions de production : hausse en Occitanie (+1,5% après -3,9% entre les deux précédentes campagnes) et en Nouvelle-Aquitaine (+1,9% contre -0,1%) et recul de 5,9% en Corse (contre -1,6% précédemment). Au-delà de ces trois bassins, elle a progressé de 4,2%.

L'indice des prix d'achat des moyens nécessaires à la production de lait de brebis a diminué de 2,8% par rapport à la campagne précédente, à 123, retombant sous ses niveaux de 2021-2022 (124,2) et de 2022-2023 (132,2) mais restant nettement plus élevé qu'au cours de la campagne 2020-2021 (105,6), avant la flambée de l'inflation.

Les volumes de lait bio collectés sont relativement élevés dans la filière brebis : ils représentent 11% de la collecte nationale, contre 5% en lait de vache et 3% en lait de chèvre.

À 97% occitans, ils ont cependant diminué de 1% en 2024-2025/2023-2024, atteignant 31,7 ML, après une première baisse lors de la campagne précédente qui faisait suite à trois campagnes quasiment au même niveau (de 2020/21 à 2022/23, à un peu plus de 33 ML) (fig. 3).

Les laiteries n'acceptant plus de nouvelles conversions depuis quelques années, faute de marché, le nombre de livreurs de lait bio au pic de collecte (avril) a baissé, atteignant 250 élevages, après avoir stagné autour de 270 élevages les deux précédentes campagnes.

Plus d'une brebis laitière sur 10 élevée en bio en France

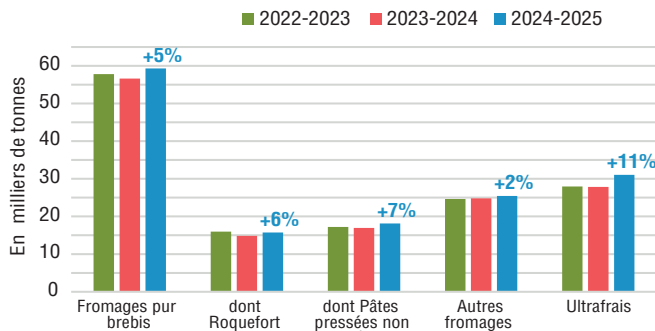
Selon l'Agence bio, en 2024, en France (DROM inclus), 804 fermes bio (+3% /2023), dont 18 engagées depuis moins d'un an (20 en 2023 et 13 en 2022), élevaient 163 600 brebis laitières (+1,7%). 598 brebis laitières étaient présentes dans des fermes en conversion (contre 927 en 2023). Localisées à 41% en Occitanie, 15% en Auvergne Rhône-Alpes et 17% en Nouvelle-Aquitaine, ces fermes certifiées seraient composées pour 2/3 d'élevages fermiers et pour 1/3 d'élevages livreurs.

Nouvelle augmentation du prix du lait de brebis

Après une hausse de 10,9% sur la campagne 2022/23, puis de 4,8% sur 2023/24, le prix du lait de brebis payé aux producteurs a atteint 1 291 €/1 000 l sur la campagne 2024/25, en hausse de 4,3% (soit +54 €/1 000 l) par rapport à la campagne précédente. Le prix standard a augmenté de 3% (+39 €, à 1 231 €/1 000 l) tandis que la teneur moyenne en matière grasse a diminué (de 76,60 à 75,71 g/l) après quatre campagnes de hausse, idem pour la matière protéique (de 57,46 à 57,17 g/l), qui n'a cessé d'augmenter depuis le début de l'enregistrement de ces taux, en 2017. Ces baisses des taux s'expliquent par un effet de dilution, les volumes de lait collectés ayant progressé. Comme toujours, la hausse de prix a été plus importante en conventionnel (+4,7%, à 1 266 €/1 000 l) qu'en bio (+2,3%, à 1 495 €). Contrairement à la précédente campagne, la hausse de prix en Occitanie (+5,5%) a été plus importante qu'en Nouvelle-Aquitaine (+1,1%).

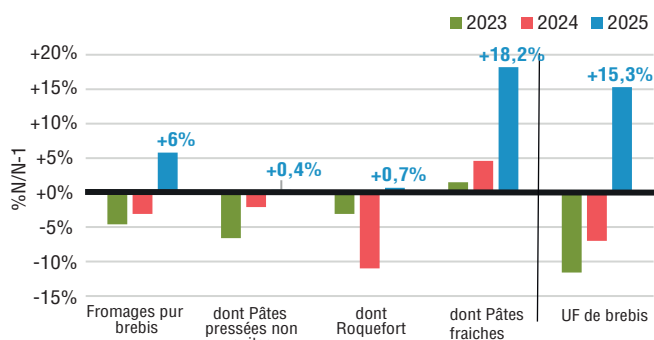
FABRICATIONS & CONSOMMATION

FIG. 5 : FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

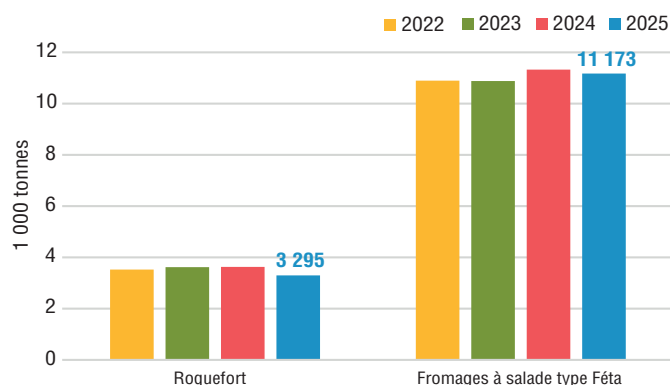
FIG. 6 : ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Numerator - FAM

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2025

FIG. 7 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les fabrications de produits au lait de brebis reprennent des couleurs

Avec une collecte en légère hausse et des achats de nouveau dynamiques, les fabrications de fromages au lait de brebis se sont relevées sur 2024-2025 (+5% /2023-2024) (fig. 5). Cette augmentation a touché presque toutes les catégories de fromages, avec une hausse comprise entre 2% pour les fromages à pâte fraîche (type fêta, toujours bien plébiscités car correspondant davantage aux habitudes de consommation de ces dernières années) et 7% pour les PPNC (Pâtes Pressées Non Cuites). Pour l'Ossau Iraty et le Roquefort, les hausses sont respectivement de 8% et 6%. Même si la crise du pouvoir d'achat perdure en 2025, les baisses de prix de vente observées en magasins semblent avoir rassuré les consommateurs français. La production d'ultra-frais a quant à elle bondi de 11%.

Relance des achats de produits au lait de brebis en 2025

La consommation de la plupart des produits au lait de brebis, en baisse depuis mi-2021 sous l'effet de l'inflation, a rebondi en 2025 avec le ralentissement de cette dernière.

Selon *Numerator*, anciennement Kantar (données fournies par FranceAgriMer), les achats de fromages au lait de brebis sont repartis à la hausse en 2025 (+5,8% /2024), après plusieurs années de baisse. Le prix moyen pondéré a reculé de 0,8%, mais cela fait suite à plusieurs hausses (+1% en 2024, +11% en 2023 et +5% en 2022). Au moins en partie en lien avec la célébration des 100 ans de l'AOP, les ventes de Roquefort reprennent de l'air (+0,7%), alors même que leur prix moyen augmente de 2,8%. À l'inverse, l'Ossau Iraty a vu ses ventes diminuer de 5,2%, avec un prix moyen en hausse de 0,4%. Cette année encore, les fromages à salade type fêta s'en sortent mieux, avec +18,2% en volume et une baisse de prix de 2,4%. Les conditions climatiques parfois très chaudes en 2025 ont été favorables à la consommation de salades. Après trois années de baisse, les ventes d'ultra-frais bondissent en 2025, de 15,3%, avec des prix en baisse de 2,7%.

En moyenne sur la campagne, les fromages au lait de brebis restent plus chers que leurs homologues, à 18,10 €/kg contre 14,30 €/kg pour les fromages de chèvre et 11,40 €/kg pour les fromages de vache.

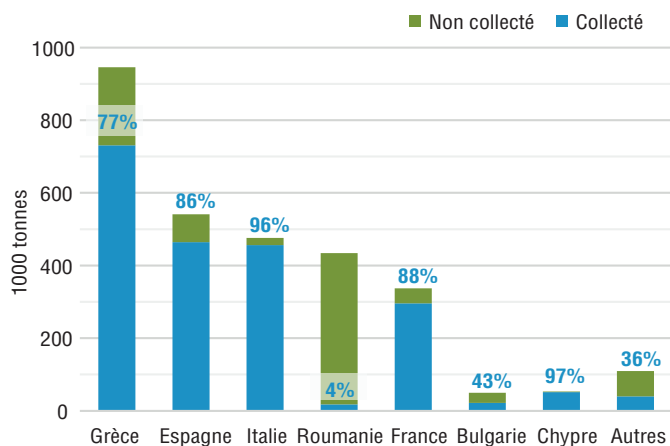
Repli des exports de fromages à salade type fêta et de Roquefort

Les fabrications de fromages à pâte fraîche, type fêta, étaient en hausse entre 2024 et 2025, permettant une forte augmentation de leurs ventes en France, aux détriments de leurs exports, qui ont baissé de 1% à 11 200 t. Les exportations se sont stabilisées vers leur 1^{er} destinataire, l'Allemagne (volumes vers le Luxembourg inclus, la majorité étant réexportée vers l'Allemagne depuis 2021). Leur prix moyen à l'export a progressé, passant de 7,16 à 7,40 €/kg.

Le Roquefort a quant à lui vu ses expéditions baisser de 9% en 2025, à 3 300 tonnes (fig. 7). Elles ont en particulier chuté de 29% vers les États-Unis, en lien notamment avec les nouvelles politiques douanières de l'administration Trump. Les volumes vers l'Espagne (34% des volumes) étaient stables et ceux vers la Belgique (14% des volumes) en baisse de 4%. Le prix moyen du Roquefort à l'export a de nouveau augmenté de 4% d'une année sur l'autre, atteignant 14,04 €/kg.

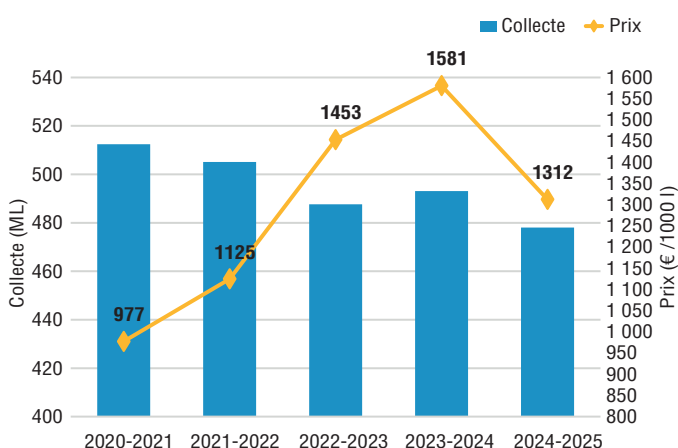
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

FIG. 8 : PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2024



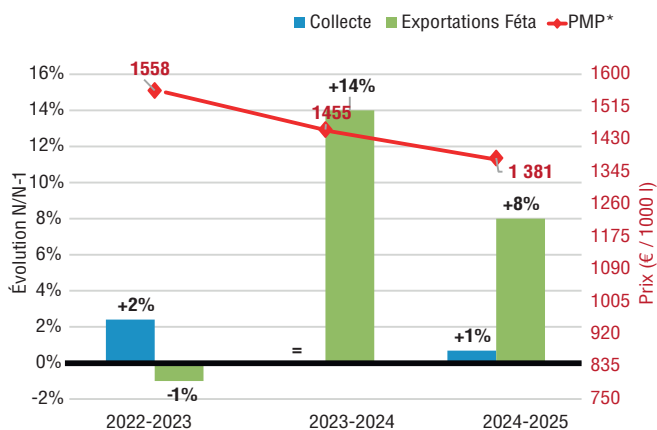
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et MAPA

FIG. 9 : COLLECTE ET PRIX DU LAIT DE BREBIS EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEQA

FIG. 10 : COLLECTE, EXPORTATIONS ET PRIX DU LAIT EN GRÈCE



* PMP : Prix Matière Première

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Elgo

Baisse du prix payé aux producteurs espagnols et grecs

À près de 2,1 Mt en 2024, la collecte européenne de lait de brebis a légèrement diminué d'une année sur l'autre (-0,5 %/2023).

Elle se concentre à 94% en Grèce, Espagne, Italie et France. Sur la campagne 2024/25, le prix du lait de brebis a de nouveau progressé en France et en Italie, mais il a poursuivi sa baisse en Grèce et l'a débutée en Espagne, après plusieurs années de croissance. La baisse de la consommation intérieure dans ces deux pays a pesé sur le prix du lait. En France, les achats ont entamé un regain et le prix du lait de brebis a poursuivi sa croissance.

ESPAGNE : la collecte et le prix dégringolent

En Espagne, après avoir atteint des sommets, le prix du lait de brebis a chuté de 17% sur la campagne 2024/25 (-268 €/1 000 l), atteignant 1 312 €/1 000 l (fig. 9). La collecte a baissé de 3%, à 478 MI, en lien avec les conditions climatiques, la FCO, et surtout un déficit de renouvellement des générations. Le nombre d'élevages a ainsi chuté de près de 30% sur les cinq dernières années et le cheptel reproducteur ovins lait baisse depuis 2020. Au niveau des marchés, la demande intérieure en fromages de brebis diminue en faveur de fromages de vaches ou mixtes, moins chers et les exportations sont pénalisées à la fois par le prix élevé des produits et les incertitudes douanières.

L'offre nationale peine à satisfaire la demande des laiteries depuis 2017 et la chute du nombre de livreurs, au nombre de 2 688 en 2025, se poursuit (-6% /2024). Sur le début de 2025/26, les volumes collectés et les prix étaient toujours en baisse (-7% et -8% sur 4 mois), ce qui devrait appuyer le recul du nombre de livreurs.

GRÈCE : baisse de consommation et hausse des exports de Féta

La collecte de lait de brebis grecque a légèrement augmenté sur la campagne 2024-2025, de 1%, à 735 800 t. Elle recule néanmoins sur le début de la campagne en cours, en lien avec la flambée des cas de clavelée. Après la peste des petits ruminants, c'est en effet au tour de la clavelée d'impacter la production en Grèce. Apparue en août 2024, cette maladie virale avait déjà conduit, mi-février 2026, à l'abattage de près de 450 000 petits ruminants.

Après avoir bondi en 2023, le cheptel reproducteur ovins lait a baissé en 2024 et en 2025, notamment du fait d'un contexte sanitaire compliqué. Les volumes de Féta exportés ont progressé pour la deuxième campagne consécutive (+8%) (fig. 10). Quant au prix du lait, qui est enregistré en moyenne à 1 381 €/t sur la campagne, il a poursuivi son recul (-5% /2023-2024).

Les prix de la Féta et du lait ont baissé afin de retrouver de la croissance à l'export dans un contexte de consommation domestique toujours en recul.

ITALIE : les droits de douane américains sur l'AOP Pecorino déstabilisent la filière

Après deux années de croissance, la collecte de lait de brebis s'est quasiment stabilisée dans la zone du Pecorino Romano (2/3 du lait de brebis italien) sur la période d'oct. 2024 à juillet 2025, à 300 MI. Les fabrications se sont maintenues tandis que les exports ont augmenté de 6%, permettant de réduire les stocks des deux dernières années. Le prix du lait de brebis s'établissait à 1 500 €/1 000 l entre oct. 2024 et juillet 2025 (+6%). Le contexte s'est toutefois inversé à partir de l'été 2025. Les 15% de droits de douanes étatsuniens imposés par Trump ont freiné les expéditions et fait chuter le prix du fromage AOP (-6% entre juillet et fin nov. 2025). Face à la baisse des exports, le surplus de Pecorino devrait être redistribué aux plus démunis.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

L'année 2025 porte les stigmates de la FCO

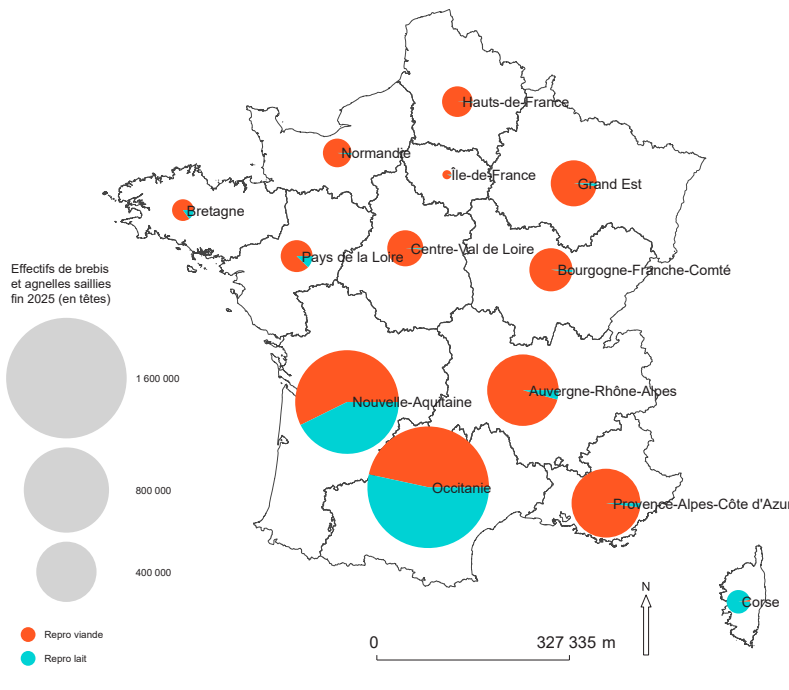


En 2025, la FCO, même si elle a touché moins d'élevages qu'en 2024, a laissé son empreinte sur la filière ovine française. La production a continué de chuter et l'évolution du commerce en vif a accentué la baisse des volumes abattus. Les importations de viande, en franc repli, n'ont pas permis de compenser la baisse des abattages. Le disponible en viande ovine a nettement reculé, de même que la demande des consommateurs, freinée par les niveaux de prix atteints au 1^{er} semestre.

La FCO a perturbé le calendrier des sorties : les avortements de fin 2024 ont provoqué un afflux d'abattages d'agneaux à l'été 2025, période où la demande est traditionnellement basse. Ceci a déséquilibré le marché, d'autant que les ventes pour l'Aïd avaient été décevantes en juin. La cotation a donc fléchi et est restée sous ses niveaux de 2024 tout le reste de l'année.

CHEPTEL FIN 2025

FIG. 1 : BREBIS ET AGNELLES SAILLIES (VIANDE ET LAIT)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

4,9 millions

C'est le nombre de brebis et d'agnelles saillies recensées en France en novembre 2025.

D'après les résultats extrapolés de l'enquête cheptel du SSP, qui se concentre sur les élevages de 10 ovins ou plus, le cheptel ovin français en novembre 2025 se composait de **4,9 M de brebis et agnelles saillies, en hausse de 1% /2024**. Les reproductrices allaitantes auraient reculé de 1% tandis que les laitières auraient augmenté de 5% /nov. 2024.

La tendance baissière, à l'œuvre depuis les années 1980 (le cheptel national approchait les 10 M de têtes), s'est accélérée en 2022 sous l'effet de la sécheresse estivale couplée à la hausse du prix des aliments puis en 2024 sous l'effet de la FCO.

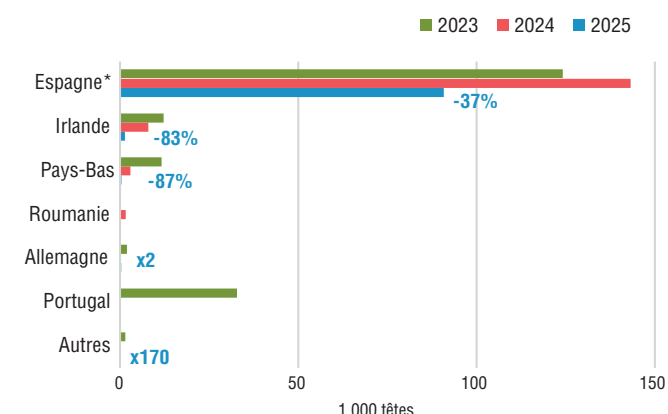
En 2025, les effets de la FCO, qui continue d'impacter certains élevages, sont visibles : la hausse de la mortalité des reproducteurs au 2nd semestre 2024 a provoqué une baisse des naissances puis des sorties en 2025.

Les quatre régions du sud de la France (Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentrent l'essentiel du cheptel reproducteur ovien (79% en 2025).

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2025

FIG. 2 : IMPORTATIONS FRANÇAISES D'OVINS VIVANTS*

Les importations françaises d'ovins vivants reculent pour la 4^{ème} année consécutive mais cette fois-ci plus fortement, de 40%/2024.

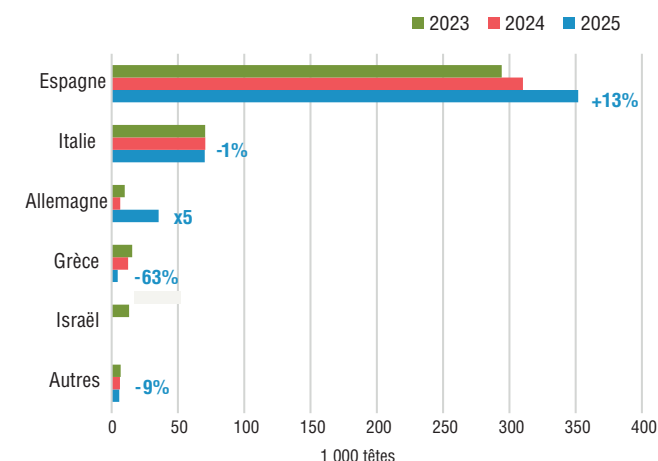


*Attention, le port de Rotterdam aux Pays-Bas permet beaucoup de réexport (animaux pouvant provenir des îles britanniques).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 3 : EXPORTATIONS FRANÇAISES D'AGNEAUX VIVANTS

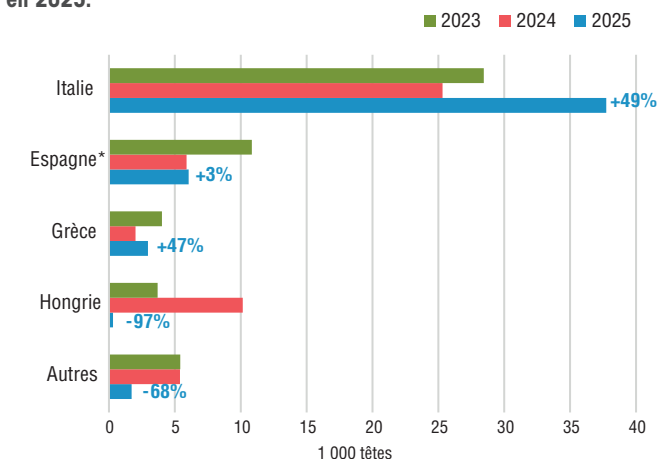
Après deux années de baisses, les exports français d'agneaux se redressent nettement en 2025.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 4 : EXPORTATIONS FRANÇAISES D'OVINS ADULTES VIVANTS

Après la baisse de 2024, les envois d'ovins adultes se sont stabilisés en 2025.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

79 426

C'est le nombre d'agneaux vivants importés en France en 2025.

Cette baisse est une nouvelle fois due au repli conjugué des importations d'agneaux (-41% /2024 à 79 400 têtes, soit -56 200 têtes) et d'ovins adultes (-33% à 13 600 têtes, soit -6 600 têtes). Il s'agit du plus bas niveau d'ovins importés par la France depuis au moins le début des années 2000.

La baisse des approvisionnements espagnols en est la principale cause, notre voisin étant concentré depuis 2023 sur les pays du Maghreb, bien plus rémunérateurs. Les ovins vivants importés par la France proviennent à 98% d'Espagne (77 000 agneaux, en baisse de 38% /2024 et 14 000 ovins adultes, en baisse de 31%). Malgré un fort besoin de compléter les approvisionnements français en 2025, les imports d'ovins vifs ont représenté seulement 2,8% des abattages, contre 4,5% en 2024, 5,0% en 2023 et 6,1% en 2022.

+15%

C'est le bond des exportations françaises d'agneaux vivants en 2025.

La concentration de l'Espagne sur les pays du Maghreb en 2025 a aussi pour conséquence une nouvelle hausse des envois d'agneaux vers l'**Espagne** (+13% à 352 000 têtes) mais aussi un bond vers l'**Allemagne** (x5, à 35 000 têtes), du fait d'un manque d'approvisionnement espagnol vers ce pays (Fig.3).

Il s'agit du plus grand nombre d'agneaux français exportés depuis 2013.

Les envois vers l'**Italie** ont légèrement reculé, de 1%, totalisant 70 000 têtes. Ils ont reculé bien plus nettement vers la **Grèce** (-63%).

Ces envois concernent en majorité des agneaux issus du cheptel laitier et se concentrent sur la préparation des fêtes de fin d'année.

48 800

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2025.

Après la baisse de 2024, les envois d'ovins adultes vivants se sont stabilisés en 2025, restant loin de leurs bons niveaux de 2020 et 2021.

Les exportations d'ovins adultes vers l'**Italie**, de loin notre 1^{er} débouché, ont augmenté de 49% pour atteindre 38 000 têtes. Elles étaient également en hausse vers l'**Espagne** et la **Grèce**, de respectivement 3% et 47%, à 6 000 et 3 000 têtes (Fig.4).

Stoppés en 2022, les envois d'ovins adultes vers la **Hongrie** avaient repris en 2023 puis bondi en 2024. En 2025, ils régressent fortement, passant de 10 200 à 300 têtes.

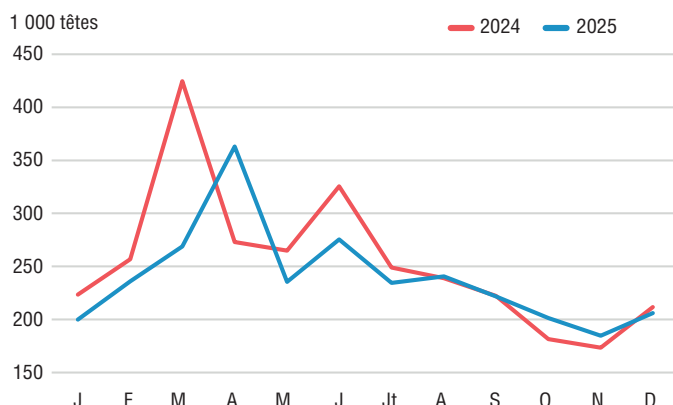
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

66 180 téc

C'est le volume de viande ovine produit en France en 2025.

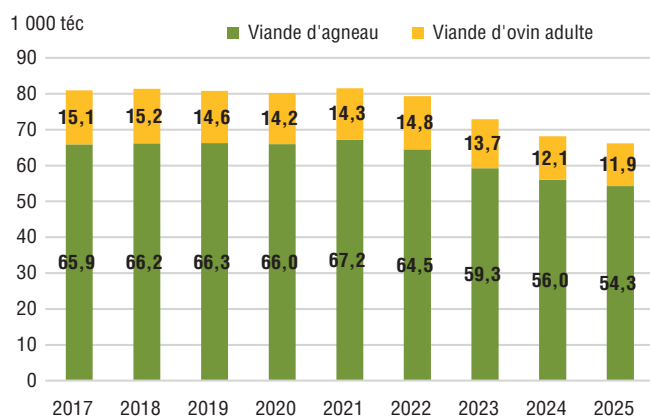
PRODUCTION 2025

FIG. 5 : ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX EN FRANCE



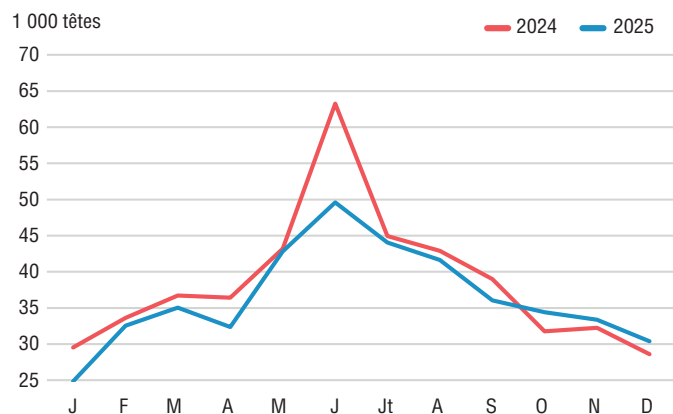
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

FIG. 6 : VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

FIG. 7 : ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3 millions de têtes, les abattages d'agneaux baissent pour la quatrième année consécutive en 2025 (-6% /2024).

Alors même que les sorties d'agneaux des élevages français ont reculé de « seulement » 2% /2024 (soit -152 000 têtes), à 3,3 M de têtes, c'est la forte baisse des importations d'agneaux vivants associée à un regain des exportations qui ont accéléré le recul des abattages, atteignant alors 6% (-177 000 têtes), après avoir déjà régressé de 5% entre 2023 et 2024, 8% entre 2022 et 2023 et 4% entre 2021 et 2022.

Les abattages d'agneaux ont nettement baissé au 1^{er} semestre, de 11% /2024, avec une baisse de 9% en mars-avril, aux pics de demande (ramadan, pâques chrétienne et juive). Les abattages du 1^{er} semestre mettent en exergue un effet résiduel de la FCO, qui a fortement touché certaines zones d'élevage françaises à l'automne 2024. Au 2nd semestre, ils se sont légèrement redressés (+1% /2024), mais pas suffisamment pour contrebalancer les pertes du 1^{er} semestre.

Les agneaux Lacaune étaient relativement nombreux à sortir fin mai-début juin, en plus d'un afflux relatif d'agneaux des zones touchées par la FCO, qui sont sortis en retard, en juin, à cause d'un décalage des mises-bas. À l'automne, les abattages d'agneaux se sont redressés sous l'effet de ce décalage des sorties alors que le désaisonnement (sortie des agneaux à cette période de creux de production) a plutôt tendance à s'amoinrir chaque année.

Après avoir bondi en 2022, les abattages contrôlés d'ovins adultes ont diminué en 2023, 2024 et 2025.

La baisse des sorties de réformes ovines des exploitations françaises se poursuit en 2025, atteignant 5%, à 472 000 têtes, après avoir reculé de 10% entre 2023 et 2024. La volonté de recapitaliser, après de grosses pertes engendrées par la FCO au 2nd semestre 2024, peut expliquer ce repli en 2025.

Les abattages de réformes étaient en baisse la majeure partie de l'année: ils ne se redressent d'une année sur l'autre que sur le dernier trimestre de 2025.

Les importations d'ovins adultes vivants ont elles aussi chuté, plus vivement qu'en 2024 (-33% contre -15%), à 14 000 têtes, tandis que les exportations étaient quant à elles stables d'une année sur l'autre, à 49 000 têtes. Au total, les abattages d'ovins adultes sont tombés à 437 000 têtes (-5% /2024).

Le recul notable des effectifs abattus d'agneaux comme de réformes a été en grande partie contrebalancé par un alourdissement marqué des carcasses ovines. Cela a induit un ralentissement de la baisse de production française, qui a atteint 3% en 2025, contre 7% l'an passé.

En progression depuis 2017, le poids de carcasse moyen des agneaux français a bondi en 2025, de 18,4 à 18,9 kg. Les sorties d'agneaux à l'été 2025 ont été repoussées de parfois plusieurs semaines, augmentant leur poids (lien avec la FCO). Cette hausse des poids a limité le recul du volume de viande d'agneau abattu (-3% /2024, à 54 300 téc).

Le poids carcasse moyen des réformes qui reculait depuis 2022 a également bondi en 2025, de 26,3 à 27,2kg. Le prix entrée abattoir reste attractif. Ainsi, la production de viande d'ovins adultes abattue a moins baissé en volume qu'en effectifs (-2%, à 11 900 téc).

79 100 téc

C'est le volume estimé de viande ovine importée à destination du marché français en 2025.

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2025

Après un léger repli en 2024, la baisse des importations de viande ovine s'accroît nettement en 2025, atteignant 79 100 téc*. Elles étaient 15% inférieures à la moyenne 2015-2019, avant Brexit et covid-19. Les volumes régressent de toute part.

À partir de 2021, la répartition des formes de viande ovine importées en France a été modifiée suite au transit de volumes issus du Royaume-Uni (simplifications post-Brexit). La part de carcasses réfrigérées dans le total importé et exporté en France est donc « gonflée » par de la viande britannique en transit.

En 2025, le Royaume-Uni reste de loin notre 1^{er} fournisseur de viande ovine et presque 90% du total de la viande ovine importée en France est alors réfrigérée : les carcasses d'agneau réfrigérées représentent notamment 61% des volumes contre 8% pour celles d'ovins adultes.

Les découpes, majoritairement réfrigérées, représentaient près de 30% des volumes totaux importés. Après une baisse en 2023, le prix moyen des viandes ovines importées (réexport britannique compris) a augmenté en 2024 et 2025, passant de 7,16 à 8,18 puis à 8,52 €/kgéc, à l'image des prix de l'agneau chez nos principaux fournisseurs, excepté au Royaume-Uni.

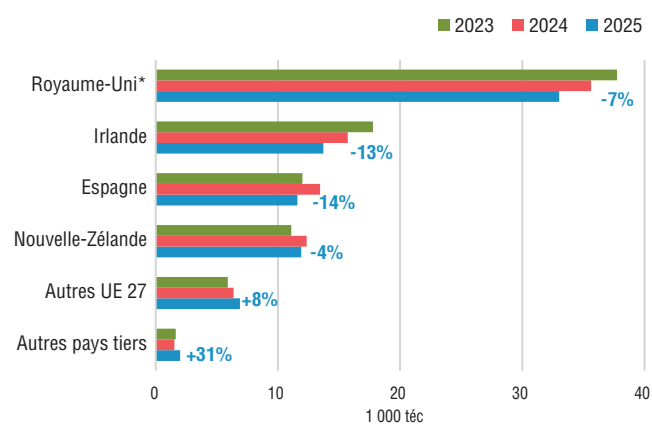
Après un bond en 2022, post-Brexit, la production a diminué au Royaume-Uni, puis a rebondi en 2025. Associée à une nouvelle hausse des importations de viande ovine (notamment australiennes), l'augmentation des abattages a libéré des volumes à l'export, notamment vers la France, dont une grosse partie a toutefois été réexportée, les volumes à destination du marché français ayant nettement diminué. La part de marché de la viande ovine britannique en France s'est maintenue à 42% entre 2024 et 2025. 84% des volumes de viande ovine britannique importés en France étaient des carcasses d'agneaux réfrigérés (volumes réexportés inclus). Leur prix moyen est resté à 8,80 €/kgéc, stable comparé à 2024.

En 2025, les douanes françaises enregistrent une baisse de 4% des importations en provenance de Nouvelle-Zélande. Toutefois, les douanes néozélandaises affichent une hausse vers la France, tout comme vers l'ensemble de l'UE, en raison de la diminution de la demande chinoise. Après avoir diminué en 2023 et 2024, la part de viande congelée dans les exports néozélandais vers la France a augmenté (53% contre 46% en 2024), au détriment des gigots sous chilled (de 30% à 22%). Cette viande est d'ailleurs entièrement découpée, et à 44% constituée de gigots. Après s'être écroulé en 2023 et 2024, le prix moyen de la viande ovine néozélandaise importée par la France s'est redressé en 2025, passant de 7,26 à 8,79 €/kgéc d'une année sur l'autre, d'après les douanes françaises.

Les importations françaises de viande irlandaise ont reculé de 13% /2024, à 14 000 téc, en raison du fort repli de la production dans l'île d'Émeraude et de la baisse de compétitivité de la viande irlandaise face à ses concurrentes. La part de marché de l'Irlande dans l'import français est passée de 18 à 17% entre 2024 et 2025. Il s'agit principalement de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (36% en 2025), de carcasses réfrigérées d'agneaux (29% à 9,03€/kgéc en moyenne) et de découpes réfrigérées (28%).

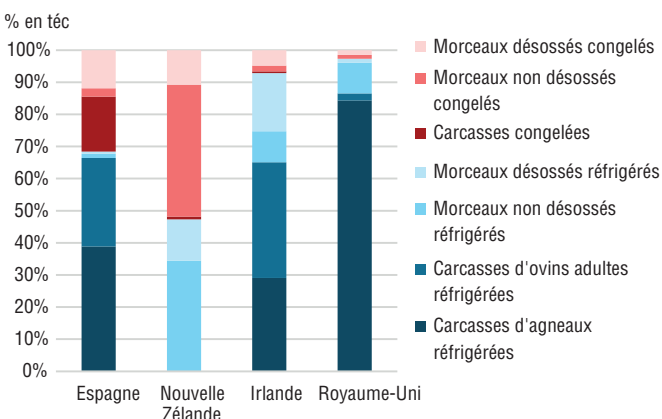
Plus au sud, les importations françaises de viande ovine espagnole ont poursuivi leur repli en 2025 (-14%/2024). Le pays étant concentré sur ses envois de viés vers les pays du Maghreb. La part de marché de l'Espagne en France est passée de 16% en 2024 à 15% en 2025. Ces importations comptaient notamment 39% de carcasses d'agneaux réfrigérés (contre 49% en 2024), 5% plus chères qu'en 2024 (à 8,86 €/kgéc). L'Espagne a continué de développer l'export de carcasses d'agneaux congelées vers la France en 2025 : 17% des volumes contre 9% en 2024 et 0,2% en 2023. Les carcasses d'ovins adultes réfrigérées représentent 28% de l'offre espagnole (25% en 2024). Le désossé congelé est passé de 28 à 13% puis à 12% des imports français de viande ovine espagnole entre 2023 et 2025.

FIG. 8 : ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES* DE VIANDE OVINE



*Volumes calculés en soustrayant le ré-export estimé de viande ovine britannique
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 9 : TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES**



**Données brutes avant correction pour Royaume-Uni
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

CONSOMMATION 2025

Le repli du disponible en viande ovine s'aggrave en 2025

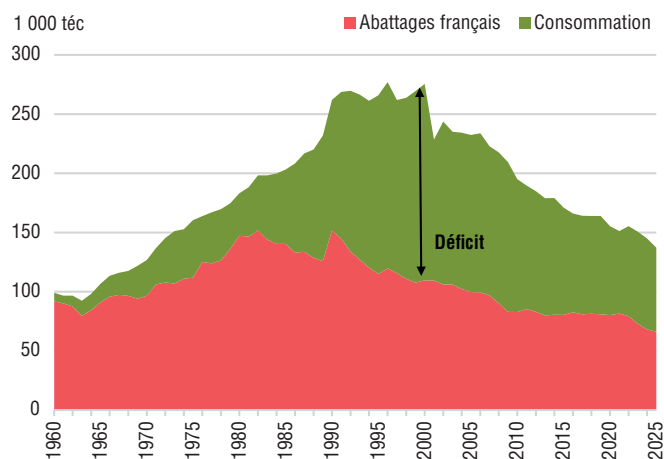
Les baisses des abattages français et des importations de viande ovine se sont poursuivies en 2025 : le disponible français a de nouveau chuté. Calculé par bilan (abattages + importations - exportations de viande ovine), celui-ci a baissé de 5%, à 147 000 téc. Par habitant, il est ainsi estimé à 2,0 kgéc, soit -6% /2024 : c'est moins de la moitié de la valeur enregistrée en 2000. L'inflation générale qui n'a que peu baissé en France a par ailleurs continué de brider le pouvoir d'achat et face à cela, la nouvelle hausse du prix de l'agneau a fait chuter la demande, ce qui a participé à la baisse de consommation. Les disponibilités en viande ovine diminuent sur le temps long et les acteurs de la filière redoutent une moindre présence et une perte de visibilité de leurs produits dans les rayons boucherie.

TAB. 1 : BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2022	2023	2024	2025	2025/24
Abattages contrôlés	110	83	79	73	68	66	-3%
Imports vifs	10	7	4	3	2	1	-32%
Exports vifs	7	10	4	5	4	5	+17%
Production indigène brute	107	85	80	76	70	70	-1%
Imports viande	175	121	84	86	85	79	-7%
Exports viande	9	9	8	8	8	8	-1%
Disponible	275	195	155	148	145	137	-5%
Population (millions hab.)	61	65	68	69	69	69	=
Disponible/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,3	2,2	2,1	2,0	-6%
Part d'autosuffisance (abattages/disponible)	40%	42%	51%	49%	47%	48%	

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

FIG. 10 : ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

-5%

C'est la baisse du disponible français de viande ovine en 2025.

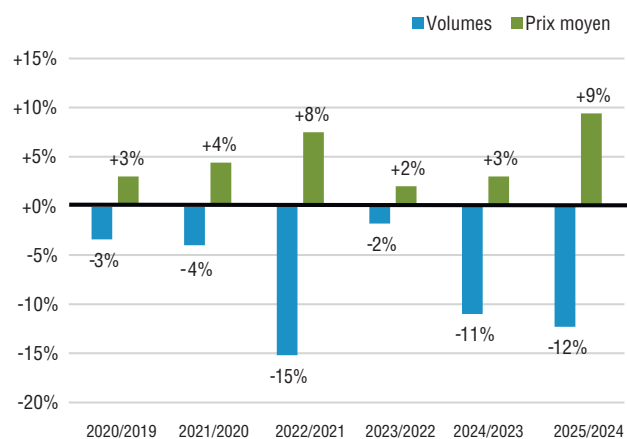
La part de viande française dans notre consommation a légèrement augmenté, passant de 47 à 48% entre 2024 et 2025 (contre 40% en 2000 et 42% en 2010). Le reste des volumes est fourni notamment par les viandes d'origine britannique (24%), irlandaise (10%), espagnole (8%) et néozélandaise (9%).

D'après les données extrapolées du panel Numerator, la baisse des achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) s'est encore accentuée entre 2024 et 2025.

En 2025, les achats de viande ovine par les ménages dans les circuits de détail ont reculé de 12% d'après le panel Numerator (anciennement Kantar), dont les données sont fournies par FranceAgriMer (FAM). Si le prix moyen ne cesse de croître, sa hausse a atteint un record en 2025, à +9%, ce qui impacte négativement les ventes. Les opérateurs ont parlé d'un arrêt de la consommation d'agneau en juin, face à de longs épisodes caniculaires. Les points de vente ont particulièrement peu mis l'agneau français dans les gammes été, échaudés par les prix, les ruptures d'approvisionnement et la baisse de qualité.

De plus, le marché de l'agneau est dépendant de la demande des musulmans et la fête de l'Aïd (le 6 juin) a connu des prix extrêmement élevés, grevant le pouvoir d'achat des consommateurs. A l'inverse des viandes rouges, la volaille et le porc progressent (+1% et +4%/2024) avec les prix au kilo les plus faibles, à 9,77 € et 8,99 €. Ce sont des viandes rapides et la faciles à préparer (contrairement à l'image de l'agneau). Les achats d'agneau ont baissé de 50% entre 2019 et 2025, face à une hausse du prix moyen de 30%.

FIG. 11 : ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



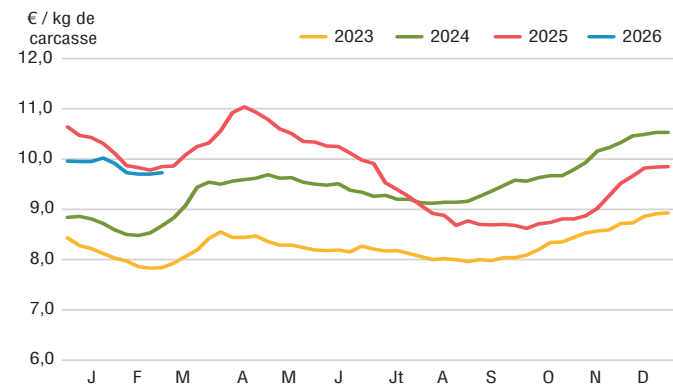
*Viande ovine hors élaboré

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Numerator Worldpanel/FranceAgriMer

COTATION 2025

FIG. 12 : COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 9,71 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, la cotation de l'agneau français a atteint de nouveaux records en 2025, gagnant 0,29 €/kg par rapport à 2024.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

9,71 €/kg de carcasse

C'est la cotation moyenne de l'agneau entrée abattoir en France en 2025.

Une cotation à deux vitesses en 2025

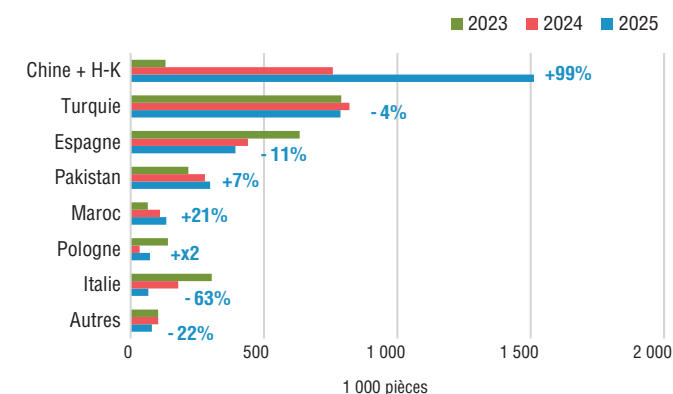
En 2025, le cours de l'agneau entrée abattoir est resté très élevé au 1^{er} semestre, sous l'effet d'un approvisionnement en repli. Il a atteint un nouveau record pour la Pâques catholique, à 11,04 €/kg. Les niveaux enregistrés au 1^{er} semestre ont gelé la consommation : les achats se sont effondrés sans jamais se relever véritablement depuis.

Cela a eu pour conséquence un effondrement des cours au 2nd semestre. Le traditionnel creux estival de la cotation s'est étendu à l'automne et la cotation est restée sous ses niveaux de 2024 jusqu'à la fin de l'année.

Sa baisse a débuté de façon saisonnière après la Pâques catholique, puis elle s'est accentuée en juin-juillet sous l'effet d'un afflux d'agneaux concomitant à de faibles achats.

EXPORTATIONS DE PEAUX D'OVINS 2025

FIG. 13 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX D'OVINS LAINÉES



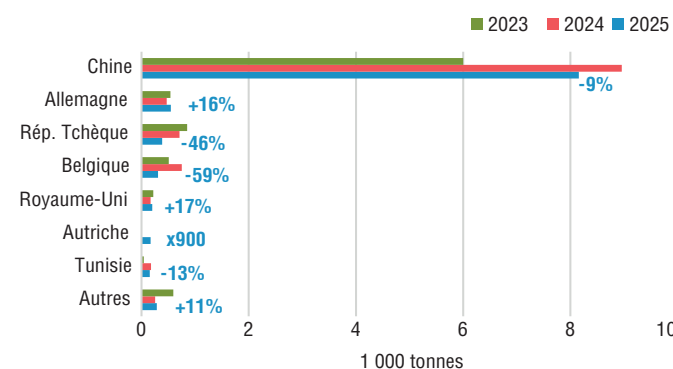
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

En 2025, les exports de peaux lainées ont poursuivi leur forte hausse (+23% /2024, à 3,3 M de pièces). Ils s'envolent vers la Chine, qui surpasse alors la Turquie, jusque-là notre premier client.

Les envois de peaux lainées d'agneaux ont occupé une part plus importante des envois français en 2025 (92% des envois contre 81% en 2024). Ces derniers ont bondi de 41% et ceux d'ovins adultes ont à l'inverse chuté, de 52%, atteignant respectivement 3,1 M et 254 000 pièces. À 4,29 €/pièce, le prix moyen des peaux d'agneau a augmenté (+0,11 €/pièce) après deux années de baisse. En 2020, ce prix avait atteint son plus bas niveau depuis 2009 (3,24 €/pièce). À l'inverse, le prix unitaire des envois français de peaux lainées d'ovins adultes a baissé pour la 3^{ème} année consécutive en 2025, de 0,62 €/pièce à 3,70 €/pièce.

EXPORTATIONS DE LAINE 2025

FIG. 14 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

Après trois années de hausse, les exportations françaises de laine repartent légèrement à la baisse en 2025 mais restent élevées.

En 2025, les envois français ont totalisé 10 200 t de laine, en baisse de 11% /2024. Le développement des envois vers l'Autriche (+168 t) et les hausses observées vers l'Allemagne (+76 t) et le Royaume-Uni (+29 t), n'ont pas réussi à contrebalancer la baisse vers la Chine (-800 t), de très loin notre 1^{er} client en laine, mais aussi vers la Belgique (-442 t) et la République Tchèque (-323 t). La demande chinoise était atone. Toutes provenances confondues, les importations de laine par la Chine ont reculé de 8% /2024. Les envois français, qui certes ne représentent que 1% du volume contre 56% pour l'Australie et 10% pour la Nouvelle-Zélande, ont donc pâti de la baisse de la demande. Le prix moyen de la laine française à l'export s'est légèrement étoffé, atteignant 1,17 €/kg.

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le disponible et la demande au sein de l'UE poursuivent leur baisse en 2025



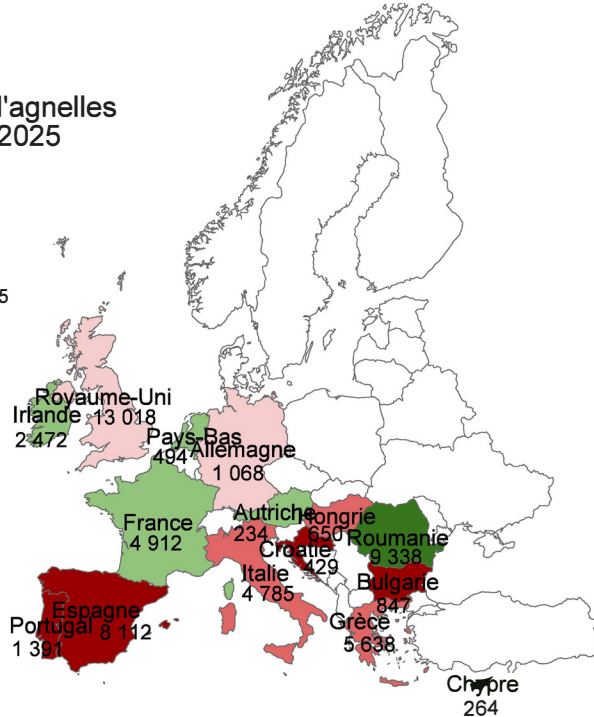
En 2025, les abattages ont diminué dans la majorité des régions productrices d'ovins au sein de l'Union européenne. Malgré cette réduction, la demande est restée équilibrée avec l'offre pendant la majeure partie de l'année. Parmi les producteurs communautaires, la production de viande ovine recule franchement en Espagne, en Irlande et en France. Cela s'explique par un déclin structurel lié à l'abandon du secteur par les éleveurs, ainsi qu'aux problèmes climatiques et sanitaires de plus en plus prégnants. La hausse des exportations de l'UE-27, une première depuis le Brexit, a contrebalancé celle des importations, et le disponible en viande ovine de l'espace communautaire a alors reculé pour la 3^{ème} année consécutive en 2025. Cela a une nouvelle fois tiré les prix de la viande ovine vers le haut et les achats des consommateurs vers le bas.

CHEPTTEL FIN 2025

FIG. 1 : LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2025 (en milliers de têtes)

- Évolution du cheptel de brebis et d'agnelles saillies entre déc. 2024 et déc. 2025
- de -18 à -5 %
 - de -5 à -2 %
 - de -2 à 0 %
 - de 0 à +2 %
 - de +2 à +6 %



* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués sur la carte.
 ** On mentionne le cheptel britannique, même post-Brexit, qui est essentiel dans les marchés de l'agneau en Europe (source DEFRA).
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et Eurostat
 Cartographie : Cartes & Données - © Artique

41,7 millions de têtes

C'était le cheptel estimé de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 27 en décembre 2025.

D'après les données recensées par Eurostat ainsi que nos estimations, la baisse du cheptel reproducteur ovine de l'UE à 27 s'est nettement accentuée : elle était de 1% fin 2023, puis de 3% fin 2024 et de 5% fin 2025.

L'Espagne a vu son cheptel de reproductrices s'effondrer fin 2025 (-18% soit -1,8 M de têtes !).

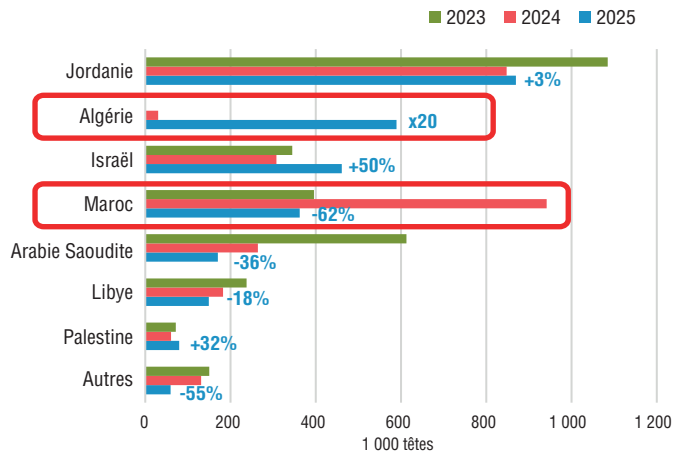
La Grèce (- 158 000 têtes), l'Italie (-146 000) et le Portugal (- 127 000) ont également réduit leur cheptel, de façon plus modeste.

À l'inverse, la Roumanie (+270 000) et la France (+50 000 têtes) ont vu leurs effectifs augmenter mais cela n'a pas suffi à contrebalancer les nets replis observés par ailleurs.

FLUX D'OVINS VIVANTS 2025

FIG. 2 : EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS PAR DESTINATIONS

Les envois de l'UE étaient constitués à 69% d'agneaux en 2025, contre 81% en 2024. Ils chutent vers le Maroc et s'envolent vers l'Algérie.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

2,7 millions de têtes

C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2025.

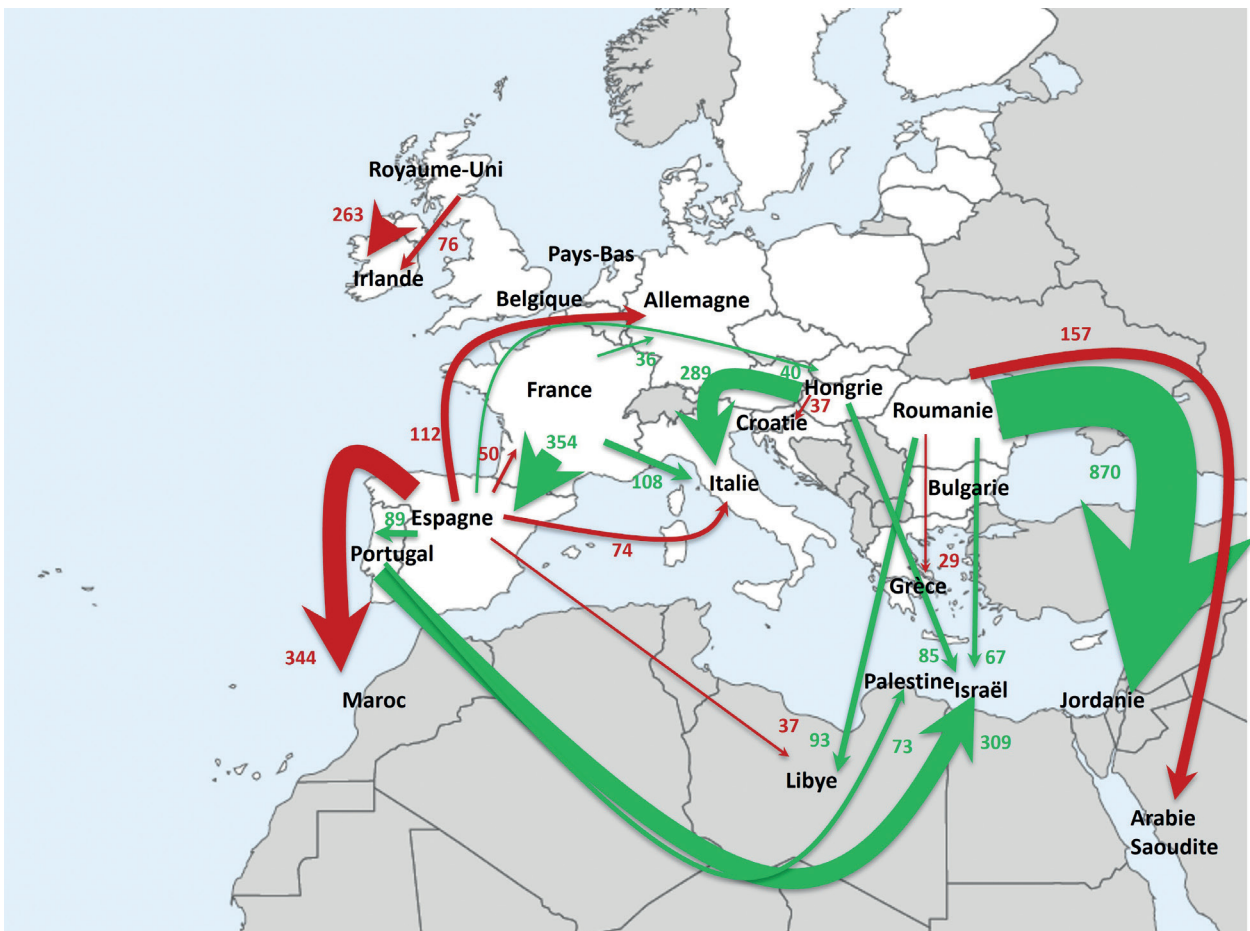
Les envois d'ovins vivants par les pays de l'UE à 27 ont poursuivi leur baisse en 2025, mais de façon plus modeste qu'en 2024. D'une année sur l'autre, ils reculent de 1%, soit -25 000 têtes.

En 2025, le **Maroc**, 1^{er} client de l'UE en 2024, a rétrogradé à la 4^{ème} place avec seulement 362 000 ovins importés (contre 942 000 en 2024), en raison de l'annulation des envois espagnols prévus pour l'Aïd, après l'annonce du roi du Maroc. 2023 marquait l'ouverture de ce marché à l'Espagne. La **Jordanie**, vers laquelle les envois ont augmenté (+3% /2024, 870 000 têtes), reprend la 1^{ère} place. Les envois en provenance d'Espagne se développent fortement vers l'**Algérie** (x20, à 590 000 têtes) qui prend alors la 2^{ème} place des pays clients de l'UE en ovins vivants. Les envois, principalement portugais, progressent de 50% vers Israël (461 000 têtes), qui prend la 3^{ème} place. On observe des baisses vers l'**Arabie Saoudite** et la **Libye** et une hausse vers la **Palestine**.

La **Roumanie** reste le 1^{er} exportateur communautaire (38% des envois) malgré des ventes en repli en 2024 et 2025, du fait de cas de peste des petits ruminants depuis juillet 2024. Viennent ensuite l'**Espagne**, avec 22% des effectifs envoyés, puis la **France**, qui a vu ses envois bondir en 2025. Enfin, la **Hongrie** et le **Portugal** sont responsables de respectivement 13 et 11% des envois en 2025.

FIG. 3 : PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS* DANS L'UE

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers baissent légèrement en 2025, principalement du fait d'un repli temporaire de la demande marocaine.



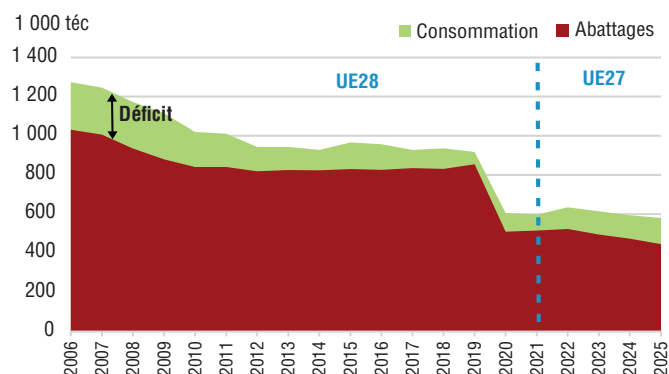
*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 têtes sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2024 sont en vert, ceux en recul sont en rouge, ceux stables sont en noir.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

FIG. 4 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

TAB. 1 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 27

1 000 téc	2022	2023	2024	2025	2025/24
Abattages	524	496	475	447	-6%
Importations de viande	146	149	147	165	+13%
Exportations de viande	35	31	27	32	+19%
Consommation par bilan	635	615	594	580	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

Le disponible en viande ovine de l'UE à 27 poursuit sa baisse en 2025

La **production** de viande ovine dans l'UE à 27 a reculé pour la 3^{ème} année consécutive entre 2024 et 2025, de 6%, à 447 000 téc. L'importante baisse des abattages chez de grands producteurs comme l'Irlande (-16% /2024 soit -10 000 téc) ou d'importantes baisses chez des producteurs plus modestes comme l'Allemagne (-36% soit -10 300 téc) n'ont pu être compensées par de rares hausses comme en Italie (+7%, soit + 1 600 téc) ou au Danemark (+48% soit +400 téc). Elle recule également en France (- 3% soit -1 800 téc), aux Pays-Bas (-15% soit - 2 200 téc), au Portugal (-16%, soit - 2 200 téc) et en Roumanie (-2% soit - 1 600 téc). Les productions en Espagne et en Grèce sont stables d'une année sur l'autre.

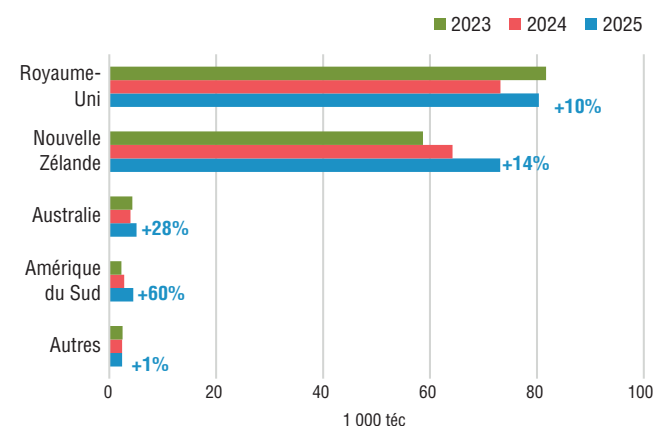
Jusqu'à là en baisse, les **exportations** de viande ovine de l'UE à 27 à destination des pays tiers se redressent en 2025 du fait de fortes hausses en provenance de Roumanie, d'Espagne et des Pays-Bas.

Après le creux de 2024, les **importations** de l'UE à 27 sont reparties à la hausse en provenance de nos principaux fournisseurs : le Royaume-Uni (+7 200 téc) et la Nouvelle-Zélande (+8 900 téc). Malgré cela, le regain des exports associé à une nouvelle baisse de la production ont encore diminué le **disponible en viande ovine de l'UE-27** (-2% à 580 000 téc). Avec une nouvelle hausse de la population de l'UE à 27 (+0,3% à 451 M d'habitants) au 1^{er} janvier 2025, la **consommation** de viande ovine par habitant a légèrement baissé, passant de 1,32 à 1,29 kgéc entre 2024 et 2025. Le taux d'auto-provisionnement de l'UE à 27 est passé de 80% à 77%.

La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision ultérieure.

IMPORTATIONS 2025

FIG. 5 : IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE À 27



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

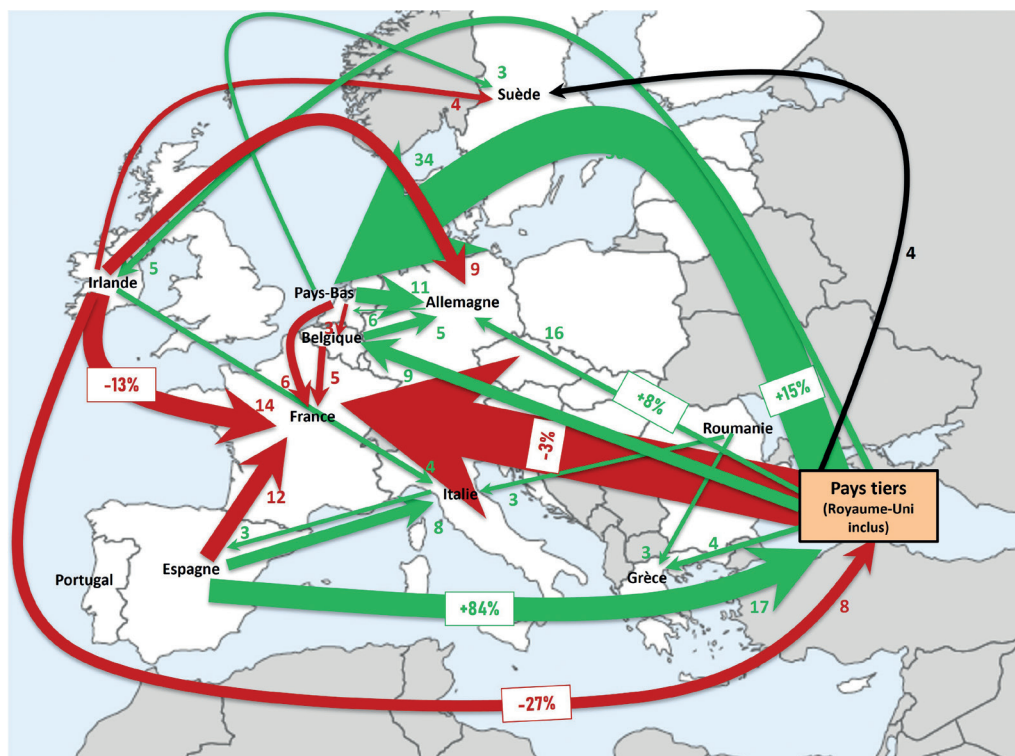
Les achats européens (UE à 27) de viande ovine ont rebondi en 2025 (+13% /2024).

Les importations de l'UE à 27 en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 10% /2024, à 80 000 téc, effaçant quasiment le repli de 2024, en lien avec la hausse de la production britannique en 2025. Post-Brexit, le **Royaume-Uni** reste le 1^{er} fournisseur de l'UE à 27 avec 49% des volumes totaux mais la **Nouvelle-Zélande** s'en rapproche, avec 44% des volumes, ayant accru ses expéditions de 14%, à 73 000 téc. Viennent ensuite l'**Australie** (+28% à 5 000 téc) et l'**Amérique du Sud** (+60% à 4 500 téc).

Les prix mondiaux ont encore augmenté et la valeur moyenne des viandes importées est donc passée de 8,36 à 9,04 €/kgéc.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2025

FIG. 6 : LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2025



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés. Importations françaises sans le réexport estimé de viande ovine britannique.

Les flux en augmentation par rapport à 2024 sont en vert, ceux en recul sont en rouge, ceux stables sont en noir.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

La France reste le 1^{er} pays importateur de l'UE à 27 et en 2025, ses imports en provenance des pays tiers, qui représentent depuis le Brexit les plus importants d'un pays européen, étaient encore en baisse d'une année sur l'autre. Les Pays-Bas, connus pour être une plateforme de réexport, sont le 2^{ème} importateur de l'UE, même si les volumes ne lui sont bien souvent pas destinés : la majeure partie de ses imports provient elle aussi des pays tiers. Au sein des pays tiers, ce sont principalement la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni qui fournissent les pays de l'UE. L'Irlande, 1^{er} exportateur de l'UE, a de nouveau vu ses envois diminuer nettement en 2025, vers tous ses principaux clients, sauf l'Italie.

TAB. 2 : CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent UE-27 d'importations de viande ovine néozélandaise a encore une fois augmenté d'une année sur l'autre en 2025 et a été davantage utilisé.

	2023		2024		2025	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	125 769	52%	134 248	53%	142 658	57%
Argentine	19 090	4%	19 090	8%	19 090	10%
Australie	5 851	86%	5 851	82%	5 851	96%
Chili	8 628	14%	8 727	16%	11 850	22%
Uruguay	4 759	11%	4 759	5%	4 759	11%
Autres	738	24%	738	24%	738	24%
TOTAL	164 835	45%	173 413	46%	184 946	50%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires. Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées. Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se basent sur les contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net hors contingents). Depuis, des ajustements post-Brexit demandés par les pays fournisseurs ont été effectués, afin de redistribuer les volumes entre le Royaume-Uni et l'UE.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

En 2025, le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (les 3/4 du contingent global) a encore progressé, à 142 658 t. Pour rappel, il est désormais constitué du contingent « historique » renégocié post-Brexit, de 125 769 t, fixe, mais aussi, depuis le 1^{er} mai 2024, de nouveaux contingents à droits nuls qui vont progressivement augmenter pour atteindre 38 000 t en 2031. Malgré la hausse du volume accordé, le taux d'utilisation de ce contingent a encore progressé (atteignant 57%) du fait de la hausse des envois néozélandais vers l'UE.

On note aussi une très nette hausse du contingent depuis le Chili: un accord modernisé a été mis en application le 1^{er} février 2025 et ajoute 4 000 t à droits nuls aux contingents déjà existant mais fige la progression de ces derniers. Le contingent attribué aux **pays sud-américains** (18% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a lui aussi été davantage utilisé, à 14% contre 9% en 2024. Le quota **australien** (3% du contingent global), assez limité, a pour une fois été presque complètement utilisé (à 96%, contre 82% en 2024).

Les discussions autour d'un accord commercial entre l'UE et l'Australie se sont finalisées fin mars 2026, octroyant 25 000 t de viande ovine à droits nuls au 1^{er} exportateur mondial, qui viendront s'ajouter au contingent historique de 5 851 t. Au total, 93 000 t du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2025, l'essentiel étant les 61 000 t des contingents néozélandais.

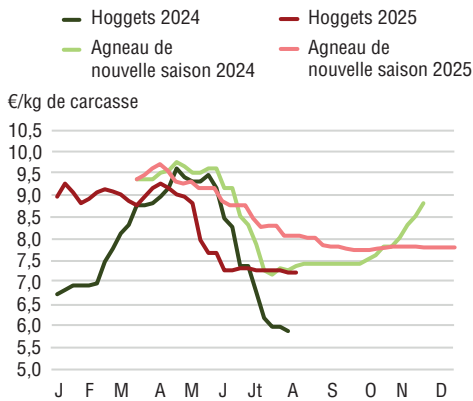
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



DONNÉES REPÈRES (2025)

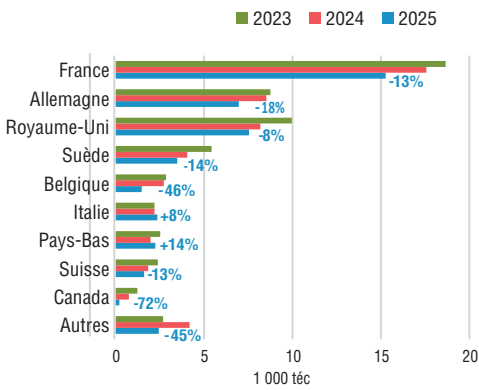
- Cheptel : 2,5 millions de brebis et agnelles saillies (=/2024)
- Exportations de viande ovine : 51 000 t
- Consommation : 2,7 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 82%

FIG. 7 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

FIG. 8 : EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IRLANDE

Les baisses de production et d'exportations irlandaises s'accroissent en 2025

Le recul de la production de viande ovine se poursuit

Avec une nouvelle baisse du cheptel reproducteur fin 2024, le nombre de réformes abattues en 2025 a encore diminué, de 17% /2024, à 298 000 têtes. Leur poids de carcasse a baissé (-0,70 kgéc à 25,1 kgéc), aboutissant à un repli plus important des volumes (-18%). Les abattages d'agneaux ont quant à eux baissé de 17% en effectifs, à 2,1 M de têtes, et de 15% en volume, avec un poids moyen de carcasse en hausse de 0,6 kgéc à 22,2 kgéc. Après trois années de baisse, le cheptel de reproductrices ovines en Irlande s'est finalement stabilisé fin 2025, à 2,5 M de têtes. 2024 et 2025 enregistrent toutefois le cheptel de reproductrices le plus bas depuis 2016.

En 2025, la baisse des importations d'ovins vifs britanniques (surtout d'Irlande du Nord) entamée en 2024 s'est accentuée (-30% soit -105 500 têtes) du fait d'une meilleure valorisation sur le marché britannique (avec la prime du label Red Tractor). Ces imports en vif représentaient 4% des abattages ovins en République d'Irlande. Associé à la baisse des abattages d'ovins irlandais, cela a entraîné un nouveau recul de la production irlandaise, de 6% /2024, à 98 000 téc.

Des exportations de nouveau contraintes par une chute de la production

Selon les estimations de *Bord Bia*, en 2025, les exportations de viande ovine ont diminué de 15%, totalisant 51 000 t, soit le plus faible volume depuis 2016. Bien que la hausse des prix ait partiellement compensé cette baisse, la valeur des exportations reste inférieure de 10% à 2024 : elle a en effet diminué pour la 3^{ème} année consécutive, pour atteindre 360 M d'€. À l'origine de cette baisse des exports, une diminution du cheptel reproducteur, une production nationale réduite et une baisse des importations d'ovins vivants d'Irlande du Nord destinés à l'abattage direct. L'orientation croissante du Royaume-Uni vers l'export limite aussi les débouchés pour la viande ovine irlandaise.

La part de la production exportée est passée de 79 à 82%. Cette année encore, le manque d'offre n'a pas permis à la filière irlandaise de développer ses exports. L'Australie en a de nouveau profité pour gagner des parts sur le marché britannique.

La France est restée le 1^{er} client de l'Irlande, malgré une baisse des volumes de 13% /2024, à 15 000 téc. Les ventes de viande ovine irlandaise ont globalement reculé vers tous leurs principaux clients : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, la Belgique, la Suisse et le Canada. Elles augmentent toutefois vers l'Italie et les Pays-Bas. Bien que le volume global des exportations de viande ovine irlandaise ait diminué en 2025, le prix unitaire a légèrement progressé (+6%) au cours de l'année.

En 2025, Dawn Meats, a acquis 65% des parts du groupe néozélandais Alliance. D'après Niall Browne, directeur général de Dawn Meats, Dawn « bénéficie désormais d'une meilleure position sur la scène mondiale en matière de ventes ».

Nouvelle hausse des cours irlandais

À 8,37 €/kg de carcasse en moyenne sur 2025, le cours du « hogget » a de nouveau augmenté (+0,47€/kg). La cotation moyenne des agneaux de printemps s'est plus modestement appréciée, de +0,06 €/kg, à 8,42 €/kg de carcasse. Le manque de disponible explique cette hausse des cours. Le prix élevé de l'agneau par rapport aux autres animaux d'élevage a continué de peser sur la demande, selon *Bord Bia*.

TAB 3 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

(en 1000 téc)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025/24
Abattages	66	63	68	70	63	53	-16%
Importations de viande ovine	6	6	9	5	3	5	+49%
Exportations de viande ovine	62	54	61	57	50	43	-13%
Disponible*	13	11	16	17	18	15	-18%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec très grande prudence.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

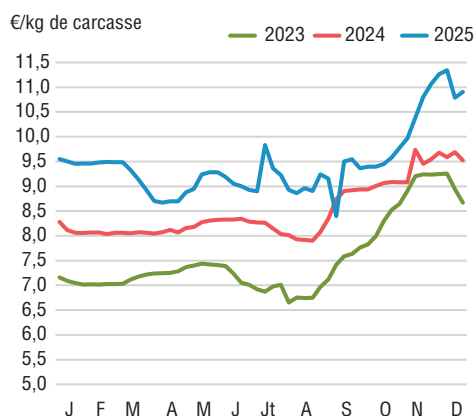
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



DONNÉES REPÈRES (2025)

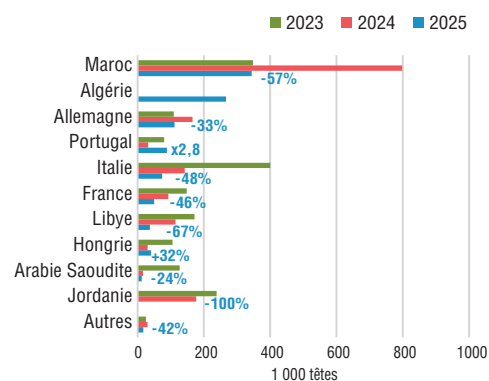
- Cheptel : 8 millions de brebis et d'agnelles saillies (-18% / 2024)
- Consommation : 1,21 kg €/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 50%
- Exportations d'ovins vivants : 1,0 million de têtes

FIG. 9 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

FIG. 10 : EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ESPAGNE

Un cheptel espagnol qui s'effondre mais des exports qui rapportent

Jusque-là sur une ascension fulgurante, les exports de vifs diminuent

Alors même que le cheptel espagnol s'érode au fil des ans, la valeur de ses exportations ovines, viande et vif confondus, atteint un nouveau record chaque année (575 M d'€ en 2025). En effet, face à la baisse de la consommation intérieure imputable à la flambée des prix de l'agneau, le secteur se tourne de plus en plus vers l'export. Certains abattoirs sont en grande difficulté.

Depuis 2018, la part des ovins produits destinés à l'export en vif ne cesse donc d'augmenter en Espagne : 13% des ovins sont concernés en 2025 contre 9% en 2018. Les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 90% d'agneaux, ont poursuivi leur baisse en 2025, de 34% /2024, totalisant 1,0 M de têtes. Après un bond en 2024, la demande marocaine a chuté (-57%), principalement du fait de l'annulation de la fête du Sacrifice au Maroc (juin), et c'est notamment l'ouverture du marché algérien qui a permis de désengorger le marché espagnol, avec 267 000 agneaux exportés. Les envois vers le Portugal ont par ailleurs quasiment triplé. On constate en revanche des reculs vers l'Allemagne, l'Italie, la France ou encore la Libye.

Les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées aux 3/4 d'agneaux de lait français, ont baissé de 20% entre 2024 et 2025, atteignant 215 000 têtes (douanes espagnoles).

Le cheptel reproducteur espagnol s'effondre fin 2025

Après un regain en 2024, où les éleveurs espagnols ont tenté de reconstituer leur cheptel reproducteur suite à trois années de sécheresse, ce dernier a chuté fin 2025 (-18% à 8,1 M de têtes). Les sorties de réformes ayant reculé de 1% en 2025, c'est possiblement la FCO (mortalité accrue des brebis), réapparue en Espagne en juin 2024, associée à des cessations d'activité, qui explique une telle baisse des effectifs de reproductrices.

Si les abattages d'agneaux ont aussi de nouveau reculé en effectifs (-5% à 6,8 M de têtes), ils se sont maintenus en volume (82 000 têtes) via un nouvel alourdissement de leurs carcasses, de 11,4 à 12,0 kgéc. Les brebis de réforme étaient quant à elles plus légères de 0,30 kgéc, à 24,1 kgéc. La production espagnole abattue était finalement stable comparée à 2024, à 98 360 têtes. On observe toutefois de forts contrastes territoriaux avec un repli important en Castille-et-León, 1^{ère} région productrice du pays.

L'agneau espagnol voit son prix s'emballer sur les marchés

L'agneau espagnol est très apprécié dans les pays musulmans où, de surcroît, le pouvoir d'achat des populations est en hausse. Les acheteurs étrangers sont prêts à payer plus cher, d'autant que les États importateurs subventionnent ce commerce (près de 50 €/tête au Maroc). Il en résulte une pression accrue sur l'approvisionnement du marché intérieur et cela fait bondir le prix des agneaux vivants mais aussi, artificiellement, leur cotation entrée abattoir. À 9,45 €/kg en 2025, celle-ci a augmenté pour la 6^{ème} année consécutive, de +0,96 €/kgéc comparé à 2024.

Nette hausse des exportations de viande ovine

Malgré des volumes abattus stables, les exportations de viande ovine se sont nettement redressées d'une année sur l'autre, de 14% /2024, à 49 000 têtes. La part de la production exportée a atteint un record sur les dernières années, à 50% en 2025. Les envois ont quasiment triplé vers l'Algérie (réouverture du marché en 2024), qui passe en 2^{ème} position après la France (-5% à 17 000 têtes). Ils ont régressé fortement vers la Grèce (-31%) et l'Allemagne (-26%). En valeur, ils atteignent un nouveau record, à 395 M d'€.

TAB 4 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

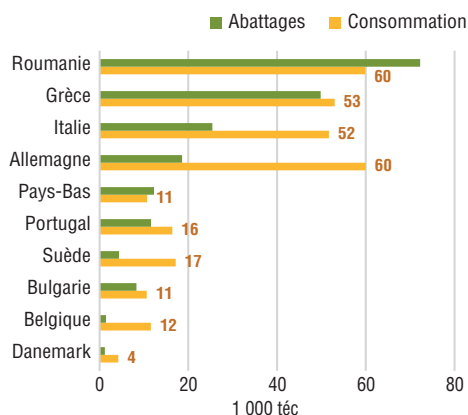
1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025/24
Abattages	115	120	119	105	98	98	=
Importations de viande ovine	5	6	8	6	10	10	+4%
Exportations de viande ovine	40	51	47	42	43	49	+14%
Consommation par bilan	85	79	75	80	70	60	-14%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

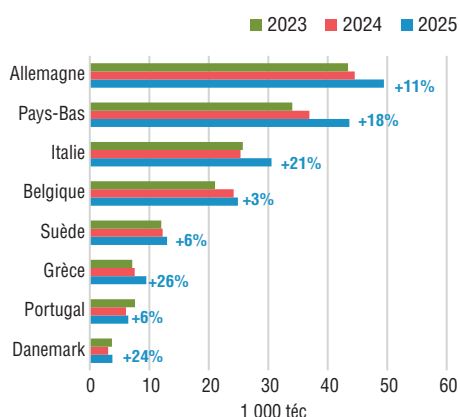


FIG. 11 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2025



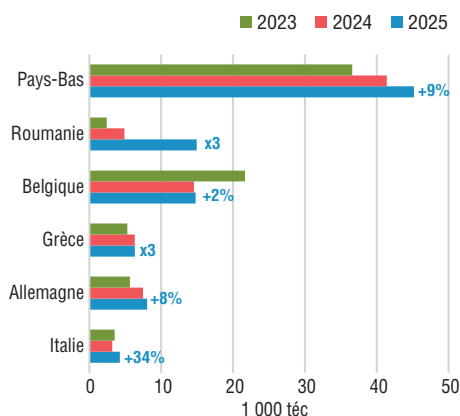
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 12 : IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 13 : EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

LES AUTRES PAYS DE L'UE

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Regain du disponible en viande ovine, sauf en Allemagne

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 8% de la production et 18% de la consommation européennes de viande ovine en 2025. Déficitaires en viande ovine, hormis les Pays-Bas, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,6 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,0 kgéc en Belgique, 0,7 kgéc en Allemagne, 0,7 kgéc au Danemark et 0,6 kgéc aux Pays-Bas).

En 2025, les abattages ont chuté dans tous ces pays sauf au **Danemark** où ils ont bondi de quasiment 50% (à 1 200 téc), sans toutefois retrouver leurs niveaux de 2023. Ils ont reculé de 36% en **Allemagne** (à 19 000 téc), de 15% aux **Pays-Bas** (à 12 000 téc), de 7% en **Belgique** (à 1 500 téc) et de 5% en **Suède** (à 4 000 téc).

En **Allemagne**, l'importante baisse de production, associée à une hausse des exportations (+8%), a provoqué un repli de 9% du disponible en viande ovine, à 60 000 téc. La hausse des importations (+11%) n'a vraisemblablement pas suffi.

Au **Danemark**, les hausses notables de la production et des importations de viande ovine (+24%) ont largement contrebalancé la hausse des exportations (+11%), ce qui a provoqué un bond de 32% du disponible en viande ovine, à 4 200 téc.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Le disponible en viande ovine progresse en Grèce, Bulgarie et Italie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 37% de la production et 33% de la consommation de viande ovine de l'UE à 27 en 2025. La viande y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. La consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (5,1 kg éc) et en Roumanie (3,1 kg éc), mais plus faible au Portugal (1,5 kg éc) et en Bulgarie (1,7 kg éc), ainsi qu'en Italie (0,9 kg éc).

En 2025, seuls la Roumanie et le Portugal ont vu leur production nationale baisser, de respectivement 2% et 16%, à 72 000 et 12 000 téc. La production de viande ovine s'est maintenue en **Grèce** (à 50 000 téc) et en **Bulgarie** (à 8 300 téc). Elle a augmenté en **Italie** (+7% à 25 000 téc).

La consommation nationale, calculée par bilan, a quant à elle baissé au **Portugal** et en **Roumanie**. Au **Portugal**, la hausse des importations et le recul des exportations n'ont pas réussi à contrebalancer le franc recul de la production de viande ovine : le disponible a baissé de 7% à 16 000 téc. En **Roumanie**, la plus large part des abattages est effectuée hors abattoirs et celle-ci a diminué. Associé au recul des importations de viande ovine (-11%) et au triplement des exportations, le disponible s'est effondré de 17%, à 60 000 téc.

En **Grèce**, la stabilité de la production et des exportations ainsi que la hausse des importations de viande ovine (+26%) ont conduit à une hausse du disponible de 4%, à 53 000 téc.

En **Bulgarie**, la stabilité de la production, la hausse des importations de viande ovine (+35%) et la forte baisse des exportations (-31%) ont augmenté le disponible de 6% à 11 000 téc.

En **Italie**, le disponible en viande ovine a de nouveau progressé d'une année sur l'autre (+13% à 52 000 téc), la hausse de la production (+7%) et celle des importations de viande ovine (+21%) ont suffi à contrebalancer l'augmentation des exportations (+34%).

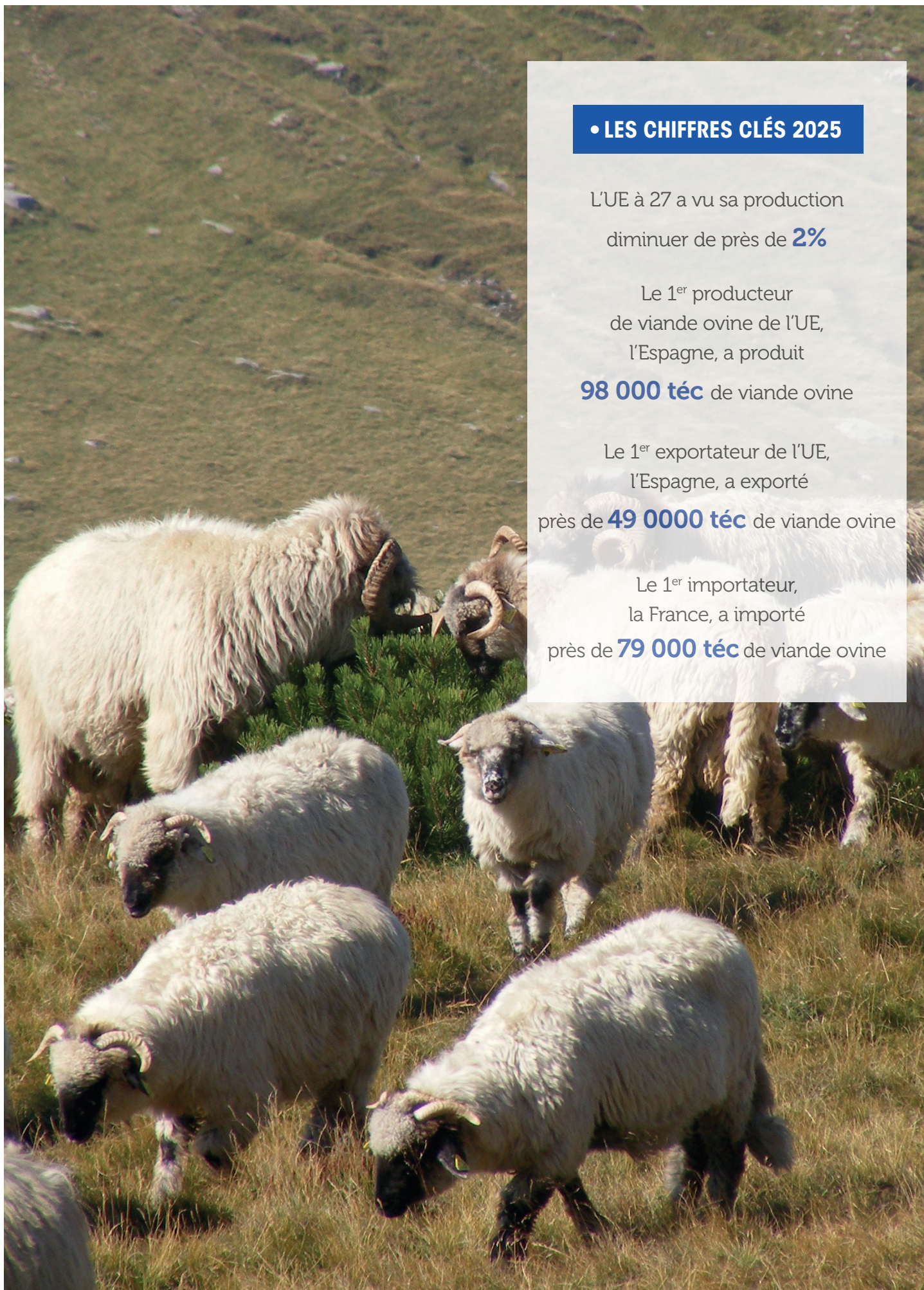
• LES CHIFFRES CLÉS 2025

L'UE à 27 a vu sa production
diminuer de près de **2%**

Le 1^{er} producteur
de viande ovine de l'UE,
l'Espagne, a produit
98 000 téc de viande ovine

Le 1^{er} exportateur de l'UE,
l'Espagne, a exporté
près de **49 000 téc** de viande ovine

Le 1^{er} importateur,
la France, a importé
près de **79 000 téc** de viande ovine



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

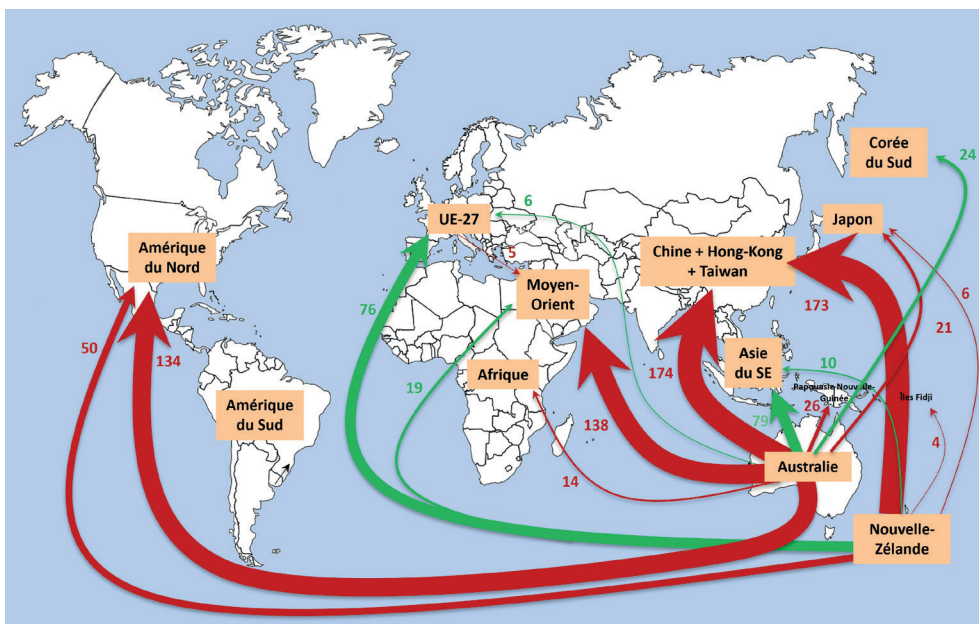
Franc recul de la production mondiale en 2025

En 2025, la production mondiale de viande ovine a marqué un recul significatif chez les principaux acteurs du secteur. La Chine a poursuivi sa tendance à la baisse, tandis que l'Australie, après des années de records, a également enregistré un repli de sa production. En Nouvelle-Zélande, le cheptel et la production continuent de s'éroder progressivement. Avec une demande mondiale soutenue — bien que celle de la Chine connaisse une nouvelle contraction — les prix à la production restent historiquement élevés en Océanie. Par ailleurs, les droits de douane instaurés par l'administration Trump ont limité les exportations de viande ovine vers les États-Unis.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX 2025

FIG. 1 : LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2025 (1 000 TÉC)



Flux 2025 > 4 000 téc, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2024 sont en vert, ceux en baisse sont en rouge. Les flux stables sont en noir.

Source : GEB – Institut de l’Élevage d’après Trade Map, Eurostat et NZ Statistics

-7%

C'est la baisse des importations chinoises de viande ovine en 2025.

L'année 2025 est marquée par un nouveau repli de la demande chinoise de viande ovine et par une offre en retrait sur le marché mondial, notamment en provenance d'Australie, 1^{ère} actrice des flux internationaux.

Contrairement à ce qui était observé en 2024, la majorité des flux partant d'Australie sont en baisse d'une année sur l'autre, excepté vers l'Asie du Sud-Est (forte hausse vers Hong-Kong), la Corée du Sud et l'UE-27.

Les néozélandais ont aussi dû diminuer leurs volumes vers le géant chinois, réorientant notamment leurs flux vers le marché communautaire, poursuivant la tendance à l'œuvre en 2024.

Le débouché nord-américain, habituellement porteur pour les deux pays d'Océanie, a vu ses imports de viande ovine diminuer en 2025, en raison notamment des droits de douanes imposés par Trump.

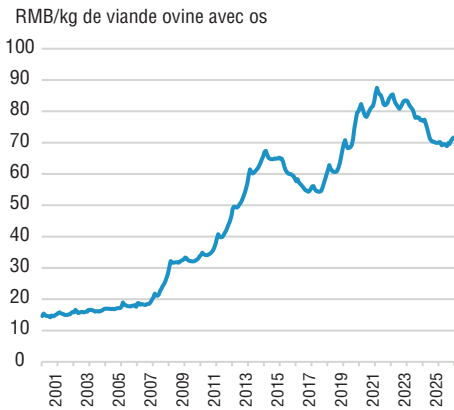


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

DONNÉES REPÈRES (2025)

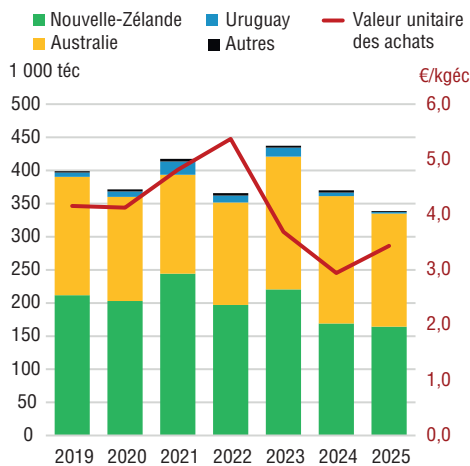
- Cheptel de petits ruminants : 280 millions de têtes fin 2025
- Production : 4,96 millions de tonnes en 2025
- Consommation de viande ovine : ≈ 3,8 kg/habitant

FIG. 2 : PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



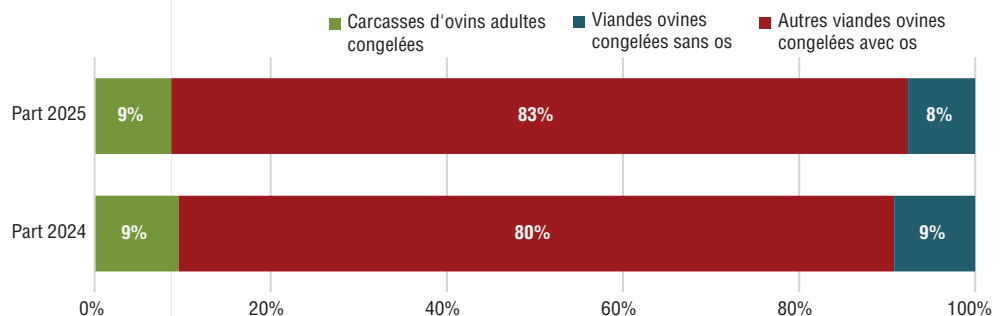
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

FIG. 3 : IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après douanes chinoises

FIG. 4 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après douanes chinoises

CHINE

Nouvelles baisses du cheptel et de la production

Deux années consécutives sous les 5 millions de tonnes de viande ovine produites

Le cheptel chinois de petits ruminants, en déclin depuis 2023, a connu une baisse accélérée en 2024 et 2025, avec deux réductions successives de 7 %. Le cheptel ovin chinois est ainsi tombé à 280 M de têtes fin 2025.

En 2025, le nombre de petits ruminants abattus en Chine a reculé de 7% par rapport à l'année précédente, à 301,43 millions de têtes. La production de viande de petits ruminants (essentiellement ovine) a de nouveau baissé après de nombreuses années de hausse, atteignant 4,96 M de tonnes, soit -4% /2024, d'après le *Bureau National des Statistiques Chinoises* (BNSC). Ces résultats illustrent une hausse du poids moyen des carcasses ainsi qu'une amélioration continue des techniques d'engraissement.

La contraction du cheptel et de la production ovine reflète les difficultés du passage d'un élevage dispersé et traditionnel vers un modèle plus concentré, standardisé et industrialisé.

Le recul annuel du disponible de viande ovine chinoise s'est accentué, passant de -3,5% en 2024 à -4,5% en 2025. Le pays a aussi vu sa population baisser pour la 4^{ème} année consécutive fin 2025 : selon le *BNSC*, le nombre total d'habitants en Chine a atteint 1,404 Md.

Repli des importations de viande ovine en volume, hausse en valeur

Après un record en 2023, les importations de viande ovine en Chine sont reparties à la baisse depuis deux ans. En 2025, elles reculaient de 8%/2024, à 339 000 téc, selon les douanes chinoises. Après trois ans de recul, la valeur des importations a progressé, de 7% /2024, à 1,2 Md d'€, en raison d'un regain de la valeur unitaire des achats, de 2,94 à 3,43 €/kgéc : le prix de l'agneau ayant bondi en Australie et Nouvelle-Zélande.

La Chine a de nouveau confirmé sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine et la Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 164 000 téc (-3% /2024) et 171 000 téc (-11%). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des imports (91% en volume).

Nouveau recul du prix de la viande ovine

Après cinq années consécutives de hausse, dues à un déséquilibre entre la forte demande chinoise et des abattages insuffisants, le prix moyen de la viande ovine sur le marché chinois s'est replié à partir de 2022 et ce repli s'est poursuivi en 2025. Ramené à 70,0 RMB/kg en moyenne sur l'année, il a reculé de 4% /2024 ; en devise européenne, la chute est plus importante, de 7% à 8,63 €/kg (le RMB s'étant de nouveau déprécié face à l'euro).

En 2025, la consommation de viande ovine en Chine a poursuivi la baisse entamée en 2024. Par ailleurs, le marché se segmente afin de répondre à diverses demandes des consommateurs (santé, praticité, viande de pâturage, IGP...).

À ce jour, seuls certains pays peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément

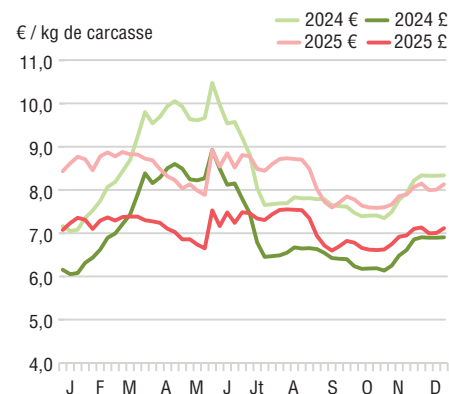
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



DONNÉES REPÈRES (2025)

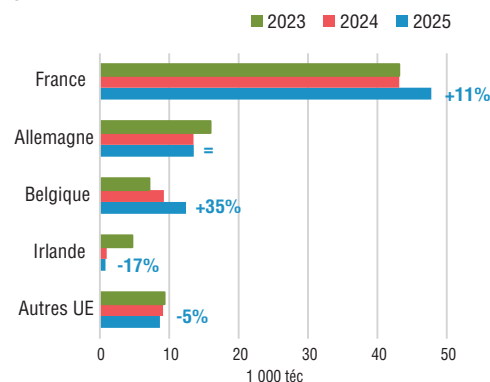
- Cheptel d'ovins en juin : 30,5 millions de têtes
- Consommation de viande ovine : 3,8 kg/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 30%
- Part de la production exportée : 32%

FIG. 5 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB

FIG. 6 : EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après HMRC

ROYAUME-UNI

La hausse du disponible libère des volumes à l'export

Un cheptel ovien en baisse mais une production en hausse

Au 1^{er} juin 2025, le cheptel ovien britannique comptait 30,5 M de têtes, en baisse de 2 %/2024, avec un recul dans toutes les catégories, notamment les agneaux de moins d'un an (14,8 M de têtes, niveau historiquement bas depuis 1984). Cette baisse s'explique par la diminution des effectifs de brebis reproductrices, des conditions météo défavorables lors de la reproduction et la fièvre catarrhale ovine (FCO) qui a affecté la fertilité.

Les abattages d'agneaux ont légèrement augmenté (+0,6 %), de même que leur poids moyen qui est passé de 19,9 à 20,5 kg. À l'inverse, les abattages de réformes ont chuté (-5,4 %) et leurs carcasses se sont allégées (passant de 27,2 à 26,5 kg). Résultat : la production de viande ovine a progressé de 2% (272 000 t), mais reste en retrait de 3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Nouvel afflux de viande ovine australienne

Alors qu'en 2024 elles atteignaient déjà leur niveau le plus élevé depuis 2018, bondissant de 42%/2023, les importations de viande ovine britanniques ont poursuivi leur hausse mais de façon plus modeste en 2025 (+3%, à 78 600 téc). Elles représentaient 30% du disponible britannique contre 29% en 2024 et surtout 21% en 2023. Après l'application des accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 2023, les importations avaient bondi en provenance d'Australie (+40%/2024, à 29 900 téc). Cette viande provenant d'Océanie est principalement consommée en restauration hors domicile au Royaume-Uni. Entre 2024 et 2025, les imports britanniques de viande origine Nouvelle-Zélande reculent toutefois de 11% à 39 500 téc.

Regain des exportations de viande ovine en 2025

La hausse progressive des importations associée à une hausse de la production a permis au Royaume-Uni de libérer des volumes à l'export. Ainsi, après un creux en 2024, les exportations de viande ovine sont reparties à la hausse en 2025, augmentant de 9%/2024, à 79 000 téc. Elles ont de nouveau progressé en valeur, comme chaque année depuis 2018, atteignant 765 M d'€ (+11% /2024) ou 655 M de £ (+12% /2024). Les expéditions vers l'Union européenne ont progressé de 10 % sur un an, atteignant 83 000 téc. Cette hausse s'explique notamment par une augmentation des livraisons vers la France (+4 600 téc, incluant des volumes réexportés depuis Calais) et la Belgique (+3 200 téc). En revanche, les volumes sont restés stables vers l'Allemagne et ont légèrement reculé vers la République d'Irlande (-169 téc). La France reste de très loin le 1^{er} client du Royaume-Uni, avec 48 000 téc, selon les douanes britanniques.

La part de la production britannique exportée est passée de 30% à 32% entre 2024 et 2025, face à un recul durable de la consommation intérieure d'agneau (- 8%/2024 selon le panel Numerator).

Un cours de l'agneau quasiment stable en 2025

En moyenne annuelle, le cours de l'agneau britannique a légèrement augmenté par rapport à 2024 en livre sterling (+1% à 7,12 £/kgéc) tandis qu'il s'est maintenu d'une année sur l'autre en euros (à 8,32 €/kgéc). Après une appréciation en 2024, la monnaie britannique s'est de nouveau dépréciée face à l'euro en 2025, de 1%.

TAB. 1 : BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

(en 1000 téc)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025/24
Abattages	296	266	289	286	266	272	+2%
Importations de viande ovine	57	51	60	53	76	79	+3%
Exportations de viande ovine	89	71	76	85	80	88	+9%
Disponible	264	247	273	254	262	263	+1%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB et HMRC

5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



DONNÉES REPÈRES (2025)

- Cheptel : 23 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 427 310 téc
- Part de la production exportée : 90%

NOUVELLE-ZÉLANDE

Lente érosion du cheptel, de la production et des exportations

La production ovine néozélandaise poursuit sa baisse

Selon *Beef and Lamb NZ*, en juin 2025, le cheptel ovin néozélandais a reculé de 1 % /2024, à 23,4 M de têtes. 14,3 M de brebis reproductrices ont été recensées, soit -2 %/2024. Les facteurs de baisse évoqués sont nombreux : sécheresse, faible croissance des pâturages, prix bas de la laine, conversion d'exploitations agricoles en forêts et préférence pour l'élevage bovin. En 2025, les transformateurs ont souffert du manque d'agneaux, et la situation devrait persister malgré des prix élevés et une confiance retrouvée des agriculteurs. Le développement de la sylviculture reste une inquiétude majeure.

La production de viande ovine a poursuivi sa baisse en 2025, totalisant 427 300 téc (-1% /2024). Après un recul en 2024, les abattages néozélandais d'ovins adultes ont augmenté de 3%, à 3,4 M de têtes. L'alourdissement de leurs carcasses, de 25,7 à 25,9 kgéc, a renforcé la hausse en tonnages. À l'inverse, les abattages néozélandais d'agneaux sont repartis à la baisse après leur sursaut de 2024, de 5% à 17,3 M de têtes, et leurs carcasses se sont aussi alourdies, passant de 19,1 à 19,6 kgéc.

Légère baisse en volume mais record des envois en dollars néozélandais

Les exportations néozélandaises de viande ovine ont encore diminué en volume, de 0,5% /2024, à 386 300 téc. Elles atteignent un record en \$NZ, augmentant de 31% /2024, à 3,7 Mds de \$NZ. Cela s'explique par un bond du prix unitaire, de 9,25 à 12,15 NZ\$/kg éc. En devise européenne, la hausse est moindre (+21%, de 5,17 à 6,28 €/kg éc), le dollar NZ s'étant déprécié de 8% face à l'euro.

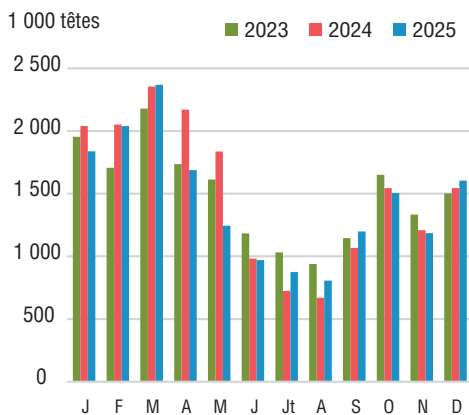
Pour la 4^{ème} année consécutive, la Nouvelle-Zélande s'impose davantage sur le marché communautaire avec une hausse de 17% des envois vers l'UE-27, à 76 200 téc. La nouvelle baisse de la demande chinoise (-7% à 157 600 téc) et l'attractivité de l'UE ont une nouvelle fois réorienté les flux mondiaux. Les envois vers le Royaume-Uni diminuent (-14% à 39 000 téc) après leur bond en 2024, de même que ceux vers les États-Unis (-7% à 34 000 téc) sur lesquels les droits de douane américains (15 %) ont pu peser.

Avec la prédominance de la Chine, la part de viande exportée sous forme congelée avec os est restée élevée, à 79% du total. Le congelé sans os a représenté 11% des envois, le « chilled » avec os 6% et le « chilled » désossé 4%.

Prix de l'agneau en nette augmentation

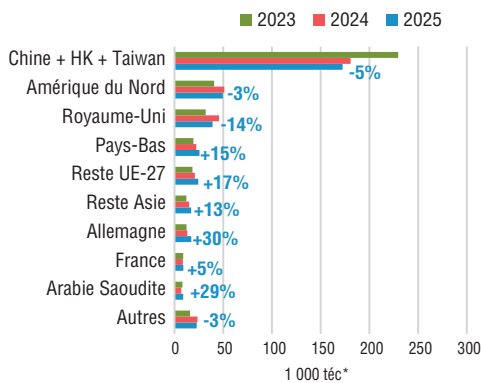
Grâce à la hausse du prix de l'agneau, la rentabilité des élevages néozélandais s'est améliorée en 2025. *Beef and Lamb NZ* prévoit que le prix moyen pondéré de l'agneau pour 2025-2026 sera de 9,35 \$NZ/kgéc, soit + 1,6 % /2024-2025 et +20 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le manque d'offre et la forte demande mondiale expliquent cette hausse.

FIG. 7 : ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

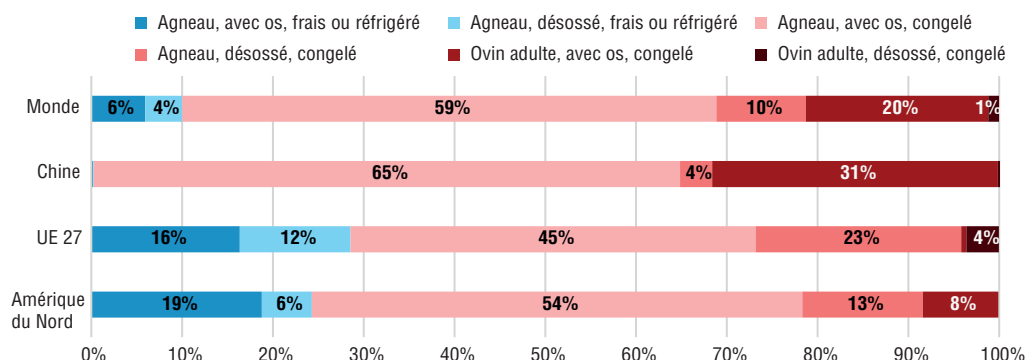
FIG. 8 : EXPORTATIONS NÉOZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

FIG. 9 : COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

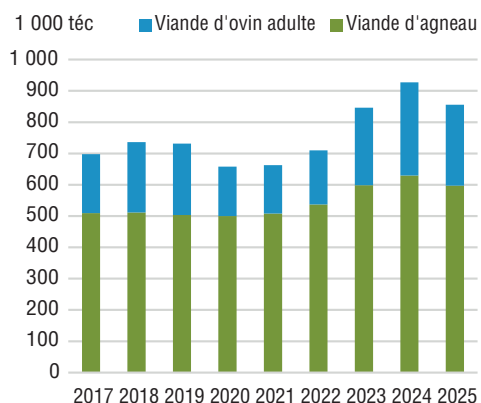
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



DONNÉES REPÈRES (2025)

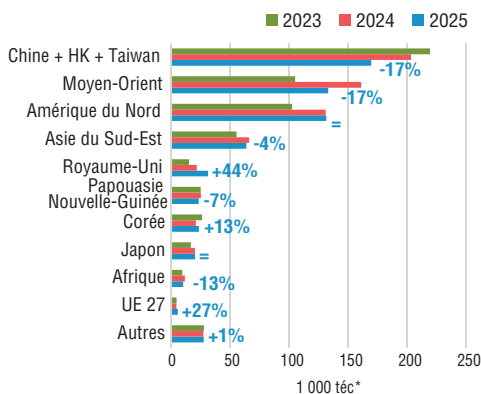
- Cheptel de juin : 74,2 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 330 400 têtes
- Production de viande ovine : 855 825 téc
- Part de la production exportée : 74%

FIG. 10 : PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



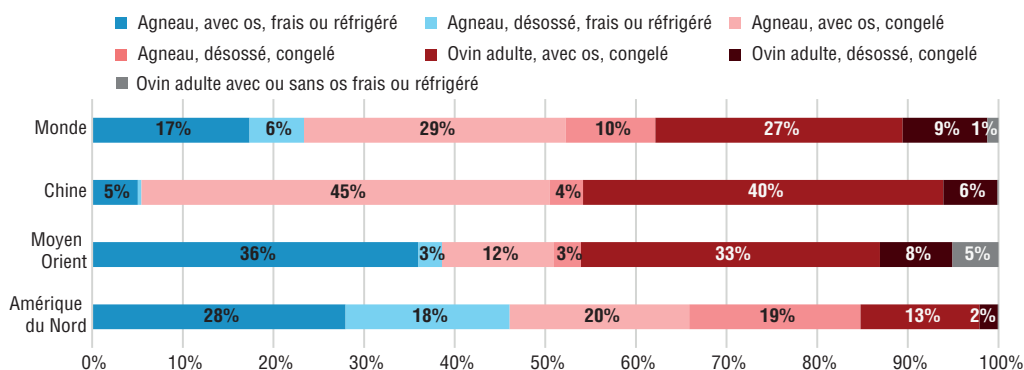
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

FIG. 11 : EXPORTS AUSTRALIENS DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les douanes australiennes

FIG. 12 : COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ttes douanes australiennes

AUSTRALIE

Après les records de 2024, la production et les envois australiens se replient

La sécheresse impacte de nouveau le cheptel ovien australien

D'après *Meat and Livestock Australia* (MLA), en juin 2025, malgré des conditions climatiques contrastées, le cheptel ovien australien a chuté de 6% à 74,2 M de têtes, après un pic en 2024, en raison de sécheresses persistantes dans les principales régions d'élevage, qui ont entraîné d'importantes cessations d'activité dans les États du sud. Les conditions météorologiques demeurent le principal facteur déterminant des effectifs, des abattages et de la production en Australie.

Après quatre années consécutives de hausse, et notamment le record atteint en 2024 à cause de la sécheresse, la production de viande ovine a diminué en 2025, de 8%, atteignant 855 825 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont baissé de 7%, à 24,6 M de têtes, après un record en 2024. Le poids des carcasses d'agneaux est reparti à la hausse, de 23,9 à 24,3 kg, tempérant la baisse des tonnages d'agneau produits à - 5% /2024. Les effectifs d'ovins adultes abattus ont reculé de 14% après trois années de hausse, à 10,2 M de têtes, avec un alourdissement de leurs carcasses, de 25,2 à 25,4 kg. Les éleveurs ont entamé un énième cycle de recapitalisation pour faire face aux fréquents épisodes de sécheresse.

Depuis les années 2000, le poids des carcasses d'agneaux a augmenté de près de 5 kg, surtout pour répondre à la demande étatsunienne. Cette évolution, soutenue par la priorisation de la production de viande par rapport à la laine, la hausse de la part des grains dans l'alimentation, une meilleure pousse de l'herbe et une rémunération au poids, permet d'améliorer la production australienne.

Les envois d'ovins vivants poursuivent leur chute

Après un rebond en 2023, les exportations d'ovins vivants par voie maritime ont repris leur baisse en 2024 et celle-ci s'est poursuivie en 2025, pour atteindre 330 400 têtes, soit -23% /2024. A trois ans de l'interdiction de ces transports au départ d'Australie, le nombre d'ovins exportés diminue progressivement.

Repli des exports australiens de viande ovine, après deux années de forte croissance

La baisse des disponibilités s'est traduite par un repli des exportations australiennes de viande ovine. Composées à 62% de viande d'agneau, elles ont reculé de 8% /2024, à 634 340 téc en 2025. La Chine reste le 1^{er} client de l'Australie et, face à une nouvelle baisse de sa demande, les envois australiens y ont de nouveau chuté, de 17% /2024, à 160 000 téc. La demande de l'Amérique du Nord était stable d'une année sur l'autre, quant à celles du Moyen-Orient, et de l'Asie du Sud-Est, elles ont reculé, impliquant des volumes exportés en baisse de 17% et 4% respectivement. À eux quatre, ces groupes de pays ont représenté 76% des volumes australiens exportés en 2025 contre 80% en 2024. Les envois vers le Royaume-Uni restent particulièrement dynamiques (+44%, à 31 000 téc en 2025), illustrant la libéralisation des échanges entre les deux pays depuis la mise en application de l'ALE en mai 2023. Le Royaume-Uni reste de loin le 1^{er} marché européen de l'Australie.

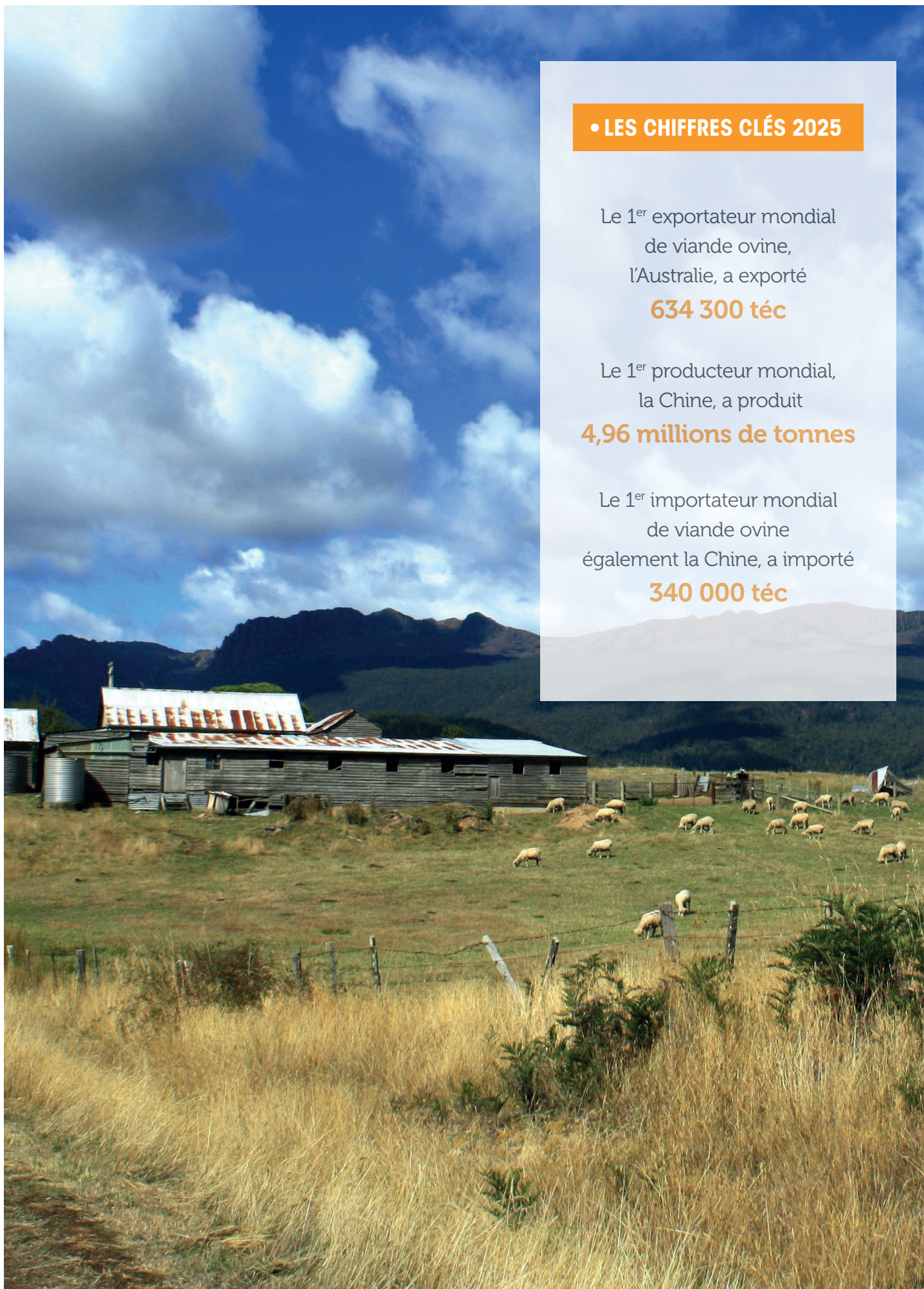
Après avoir fortement chuté entre 2022 et 2023, la valeur au kilo des envois australiens est très légèrement remontée en 2024 puis a bondi en 2025, de 4,57 €/kg à 5,40 €/kg. Cela a engendré une hausse de la valeur exportée de 9% /2024 en euros, à 3,4 Mds d'€ et de 16% en dollars australiens, à 6,0 Mds \$AUS. En effet, après un creux en 2023, la cotation de l'agneau australien a bondi en 2024 et en 2025 : passant de 6,0 à 7,5 puis à 9,9 \$AUS/kg.

• LES CHIFFRES CLÉS 2025

Le 1^{er} exportateur mondial
de viande ovine,
l'Australie, a exporté
634 300 téc

Le 1^{er} producteur mondial,
la Chine, a produit
4,96 millions de tonnes

Le 1^{er} importateur mondial
de viande ovine
également la Chine, a importé
340 000 téc



6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en hausse plus ou moins marquée

La conjoncture 2025 a été globalement favorable pour les systèmes ovins. Le prix des agneaux est en hausse (mais une baisse au 2nd semestre a pénalisé les producteurs d'agneaux d'herbe), de même que le prix du lait de brebis et les quantités livrées. L'IPAMPA ovin viande recule de 0,8%, l'IPAMPA lait de brebis de 2,7% (campagne laitière). Les conditions météorologiques ont été plus favorables pour les cultures et la qualité des fourrages récoltés. Mais 2025 a aussi été marquée par une moindre production d'agneaux dans les départements où la FCO a provoqué une forte surmortalité des brebis en 2024. Tous les systèmes étudiés voient leur revenu moyen progresser, mais de façon très différenciée. Dans chaque groupe, les élevages les plus efficaces (rapport produits/charges) profitent le plus de cette meilleure conjoncture.

ESTIMATION DES REVENUS 2025

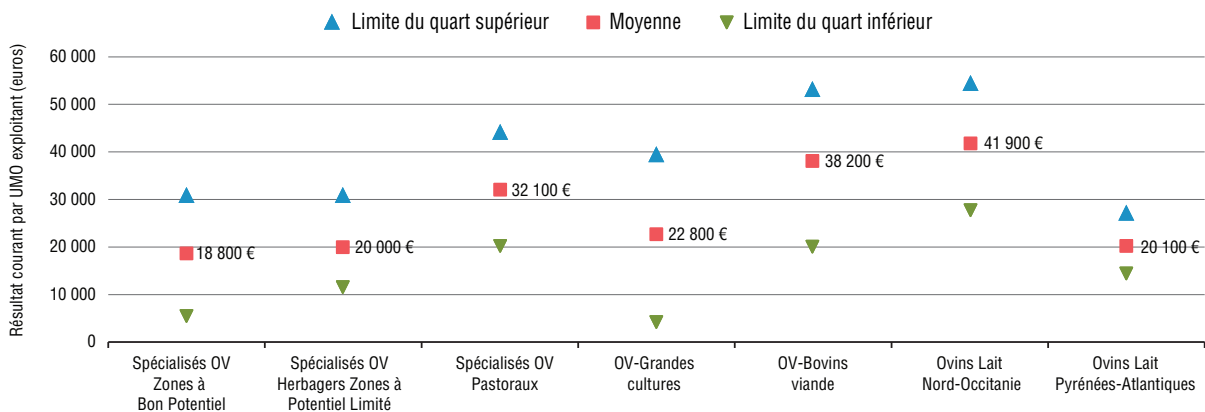
Des évolutions de revenu très différenciées

Le revenu des élevages spécialisés des zones à bon potentiel poursuit son redressement : +10%, à 18 800 €/UMO exploitant. Pour la plupart épargnés par la FCO en 2024, ils ont bénéficié de la nette hausse du prix de l'agneau au 1^{er} semestre et de la diminution des prix des intrants. Les revenus des spécialisés herbagers des zones à potentiel plus limité (pour moitié en zones touchées par la FCO) et des pastoraux progressent plus modérément (+4%), à des niveaux très différenciés : respectivement 20 000 € et 32 100 €/UMO exploitant. Les conditions climatiques de 2024 ont permis une nette amélioration (+43%) du revenu des systèmes ovins-cultures, à 22 800 €/UMO exploitant, un niveau toutefois nettement en deçà de ceux enregistrés en 2021 et 2022. Grâce à une très bonne conjoncture en viande bovine, les

systèmes ovins-bovins viande voient en revanche leur revenu moyen retrouver le niveau du pic de 2022 (+87%, à 38 200 €/UMO exploitant). En plus des hausses du prix du lait et des volumes produits, les élevages ovins lait de la zone de Roquefort ont bénéficié de prix particulièrement favorables pour les agneaux vendus au cours de l'hiver 2024-2025. La progression de leur revenu devrait donc être très marquée : +79% à 41 900 €/UMO exploitant. Dans les Pyrénées-Atlantiques, les revenus augmentent un peu moins fortement : +39%, à 20 100 €/UMO exploitant. Ces élevages mixtes ovin lait-bovin allaitant, davantage touchés par l'épidémie de FCO, ont bénéficié d'une progression des volumes de lait produit mais aussi d'une revalorisation des agneaux légers vendus à Noël sur le marché espagnol et d'une hausse du cours des brouards.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2025 DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE OVINS VIANDE ET LAIT

Estimation du Résultat Courant des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra-système en 2025

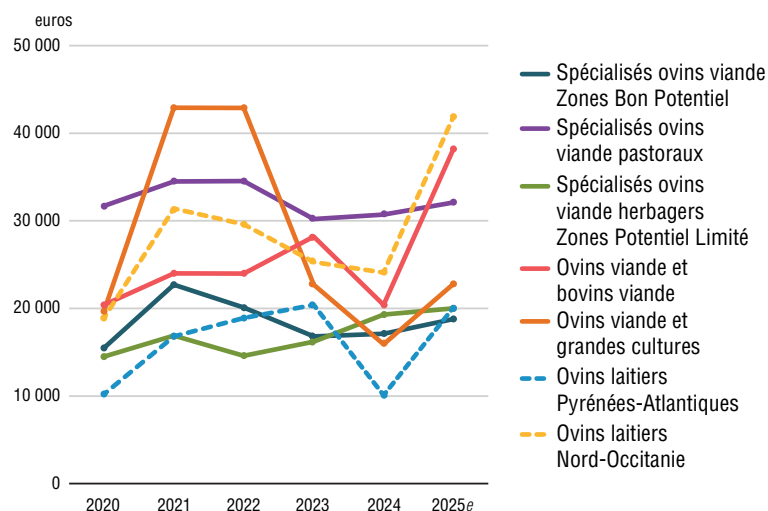


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DES REVENUS

L'estimation des revenus 2025 est établie à partir des résultats de 222 exploitations ovines allaitantes et 44 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 18 800 €/UMO (spécialisés ovins viande des zones à bon potentiel) à 41 900 €/UMO (ovins laitiers du Nord-Occitanie).

FIG. 2 : RÉSULTAT COURANT/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

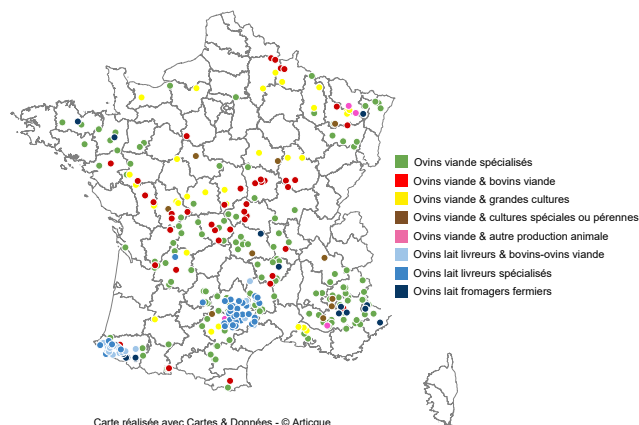
DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif Inosys-Réseaux d'élevage compte 340 exploitations ovines suivies en 2024, dont 240 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont en moyenne nettement supérieurs à ceux des fermes professionnelles françaises mesurés par le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole).



Plus d'informations sur le nouveau portail Inosys-Réseaux d'élevage : idele.fr/inosys-reseaux-elevage/

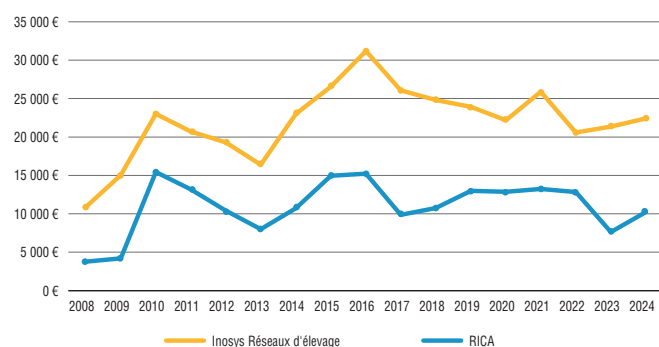
FIG. 3 : LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

FIG. 4 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT DES EXPLOITATIONS OVINES ALLAITANTES

Euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage et RICA (RICA : OTEX 4810, Ovins spécialisés, sans brebis laitières)

TAB. 1 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2024

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD- OCCITANIE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES- ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	43	56	49	31	43	27	17
EBE* (€/UMO EXPLOITANT)	39 100 €	42 500 €	54 500 €	50 500 €	52 400 €	67 200 €	41 500 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	44%	39%	25%	73%	43%	45%	36%
RCAI** (€/UMO EXPLOITANT)	23 400 €	25 400 €	38 600 €	24 800 €	29 100 €	33 900 €	19 600 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	17 100 €	19 300 €	30 700 €	15 900 €	20 400 €	23 400 €	14 500 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	21 400 €	25 500 €	40 000 €	14 100 €	29 500 €	38 900 €	26 800 €

* EBE : Excédent Brut d'Exploitation - ** RCAI : Résultat Courant Avant Impôt
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES 2025

Les évolutions 2025/2024 retenues pour les prix des agneaux, du lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux

TAB. 2 : PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE OVIN ALLAITANT

Évolutions régionales 2025/2024

SYSTÈME/BASSIN	SAISON DOMINANTE	CONTRE-SAISON DOMINANTE	AUTRES CONDUITES
HORS BASSINS RUSTIQUES	-8%	+7%	+4%
SUD-EST ET CENTRE-EST		+7%	
SUD-OUEST		+4%	

Source : Observations Inosys Réseaux d'élevage

TAB. 3 : PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE OVIN LAITIÈRE

Évolutions régionales 2025/2024

	NORD-OCCITANIE	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+4,9%	+4,9%
PRIX DU LAIT	+6,1%	+1,0%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+40%	+14%

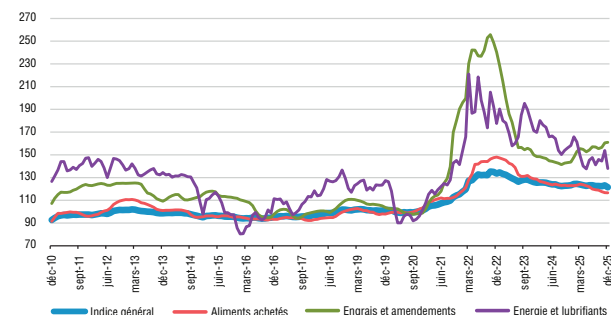
Source : FranceAgriMer, Interprofessions, AREOVLA, SIEOL appui technique

TAB. 4 : ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2025/2024
AIDE COUPLÉE BOVINE	-3%
AUTRES AIDES COUPLÉES	Inchangées
ICHN	+0,8%
AUTRES AIDES	Inchangées

TAB. 5 : ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE

(Base 100 en 2020)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

d'élevage, appui technique, interprofessions, Arvalis, FranceAgriMer, Agreste). En production allaitante, une baisse de la production a été intégrée dans les départements les plus touchés par la FCO en 2024, du fait des baisses de cheptel liées à la surmortalité des brebis (de 3% à 6%). Compte tenu de l'étalement des versements, les indemnités versées dans le cadre de la FCO ont été considérées comme stables d'une année sur l'autre. Des majorations des frais vétérinaires ont également été prises en compte selon les zones. Pour les élevages ovins laitiers mixtes, des pertes de production sur les broutards ont été estimées suite aux épizooties de MHE et de FCO et les frais vétérinaires ont été surévalués en conséquence.

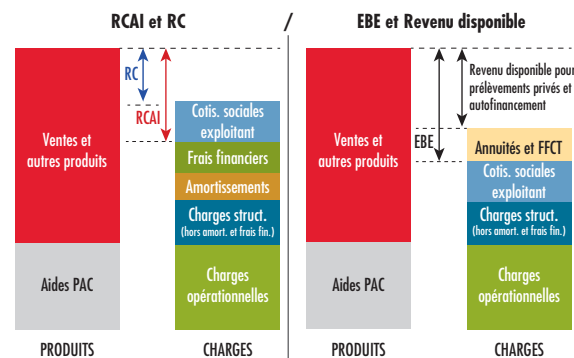
Concernant les charges, les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2025 suivent les tendances nationales issues des IPAMPA ovins viande et lait de brebis.

IPAMPA	ÉVOLUTION OVIN VIANDE (ANNÉE CIVILE)	ÉVOLUTION LAIT DE BREBIS (10/2024-09/2025)
ENGRAIS (06/2024-05/2025)		-3,6%
ALIMENTS ACHETÉS	-1,3%	-7,4%
CARBURANTS	-10,2%	-10,9%

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2025 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2024 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

FIG. 5 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : Résultat Courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salarié et bénévole).

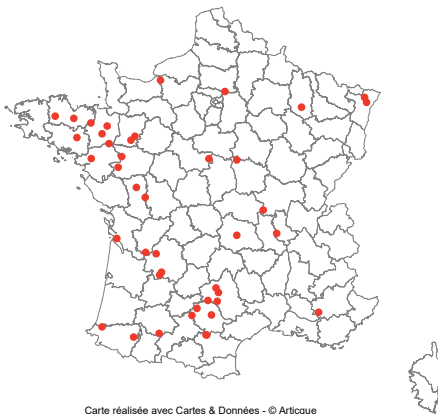
6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

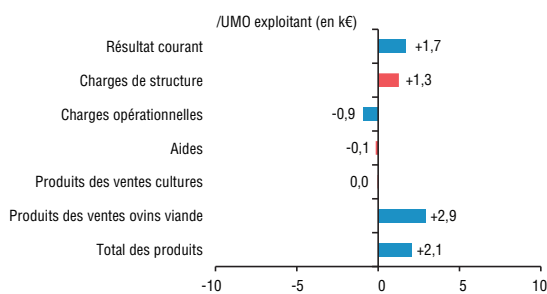
- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 81 ha de SAU dont 67 ha de SFP
- 439 brebis allaitantes

FIG. 6 : LOCALISATION DES 43 EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

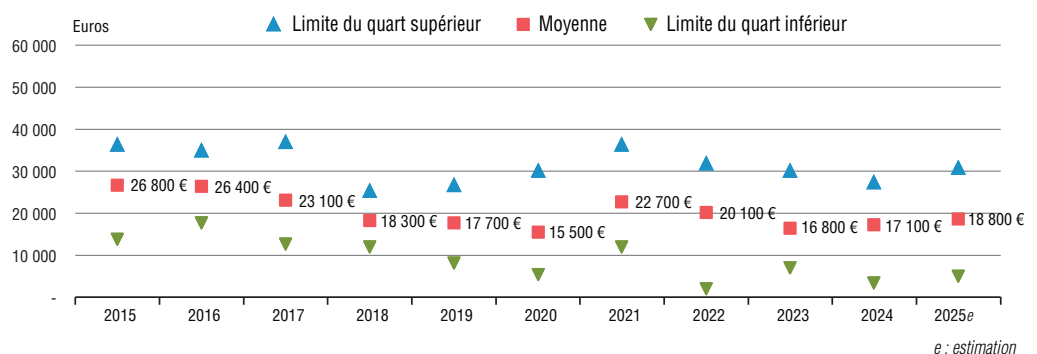
FIG. 7 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 8 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL

Le revenu poursuit son redressement, à 18 800 €/UMO exploitant

Ce groupe est majoritairement localisé sur la façade atlantique, dans le Ségala et le Lévezou, ainsi qu'en Auvergne. Avec une SAU moyenne de 81 ha, 8 exploitations sur 10 produisent des céréales sur une surface variant de 3 à 50 ha. 5 exploitations mobilisent des parcours individuels qui représentent entre 11 et 66% de la SFT. Le chargement de ces exploitations des zones à bon potentiel n'est plus que d'1 UGB/ha SFT en moyenne. Ces élevages contribuent à l'étalement de la production d'agneaux par le fractionnement des mises bas sur plusieurs périodes. Un quart d'entre eux accélère le rythme d'agnelage.

374 brebis par UMO, de la productivité mais aussi une mortalité agneau élevée

Le collectif de travail, un peu en retrait par rapport aux années précédentes (1,4 UMO), repose toujours majoritairement sur de la main-d'œuvre familiale. Si la taille du troupeau moyen recule (439 brebis vs. 457 l'an dernier), le nombre de brebis ramené à l'UMO progresse (+20%). La productivité numérique de l'échantillon est de 1,23 agneau par brebis, avec une grande variabilité : de 0,5 à près de 2 agneaux produits par brebis. La prolificité est élevée (168%) et la mortalité moyenne approche 17%, avec un tiers des élevages à plus de 20%.

293 kg de fourrages et 194 kg de concentrés pour des agneaux lourds

97% des agneaux sont vendus lourds, majoritairement engraisés en bergerie, à un poids moyen de 18,9 kg de carcasse. Près de 8 kg de concentrés sont toujours nécessaires pour produire 1 kg d'agneau. Les achats de fourrages restent limités et 37% des concentrés sont autoconsommés.

La baisse des charges opérationnelles et les bons cours d'agneaux améliorent de nouveau le résultat

Les élevages de ce groupe ont plutôt été épargnés par la FCO. En moyenne, les performances du troupeau sont restées correctes et avec l'embellie du prix de l'agneau, le produit ovins s'est apprécié de 1 700 €. À 18 800 €/UMO, le revenu repart à la hausse en dépit de l'augmentation des charges de structure.

Toujours un avantage pour les exploitations plus techniques et plus pâturantes

Le quart supérieur de notre échantillon présente des structures à peine plus grandes que la moyenne. Mais ces élevages maîtrisent mieux les déterminants techniques, avec une meilleure productivité numérique (1,30 vs. 1,23) et une moindre distribution de fourrages (224 kg/brebis vs. 293). Les agneaux sont tous finis, à un poids moyen de plus de 19 kg, ce qui amplifie l'effet du prix du kg de carcasse. S'ils sont moins autonomes en concentrés que la moyenne (27% vs. 37%), leur utilisation est très efficace (6,4 kg de concentrés/kg de carcasse vs. 7,8), ce qui leur permet de dégager une marge brute de 188 €/brebis quand la moyenne du groupe est à 140 €.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 87 ha de SFP
- 18 ha de parcours individuels
- 506 brebis allaitantes

FIG. 9 : LOCALISATION DES 56 EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ

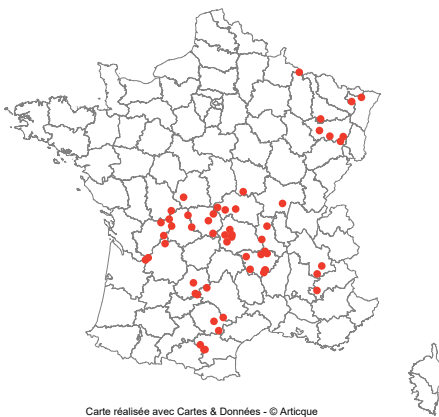
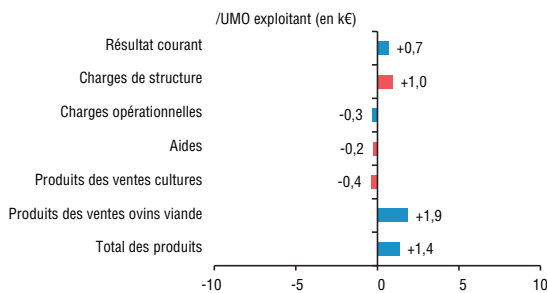


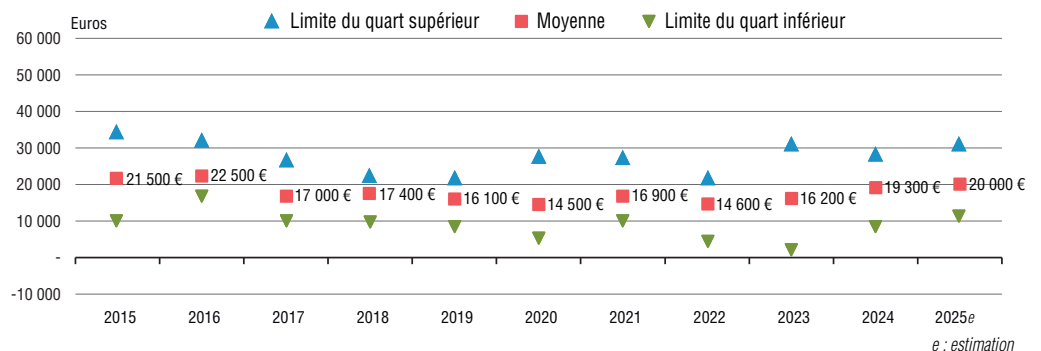
FIG. 10 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 11 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ

Le revenu se stabilise malgré la FCO, à 20 000 €/UMO exploitant

Ce groupe est particulièrement représenté sur le Massif central et ses bordures, ainsi que dans le quart Nord-Est. Ces exploitations disposent d'une SAU moyenne de 97 ha, au potentiel généralement limité, avec 10 ha de céréales dédiés à l'alimentation du troupeau de 506 brebis. Le chargement moyen est de 0,8 UGB/ha SFT. 25% des exploitations détiennent des parcours individuels (100 ha en moyenne) ou recourent à l'estive, avec un chargement nettement inférieur au reste du groupe (0,4 UGB/ha SFT).

Légère baisse de la productivité des brebis en 2024, dans un contexte marqué par la FCO

La productivité moyenne du groupe en 2024 était d'1,16 agneau, dans un contexte où la FCO a fortement touché certains bassins, notamment la bordure Est du Massif central et le quart Nord-Est du pays. À échantillon constant, la baisse n'est finalement que de 3 points par rapport à 2023. La conduite traditionnelle avec une mise bas principale au printemps ne concerne que 10% du groupe : la quasi-totalité des élevages fractionne les agnelages, voire les accélère (16% du groupe).

Hausse de la quantité de concentré consommée pour produire 1 kg de carcasse

Du fait d'une part non négligeable d'agnelages de contre-saison et d'une part importante d'agneaux de bergerie, les consommations de fourrage distribué (309 kg MS/brebis) et de concentré (168 kg/brebis) sont conséquentes. Si la consommation de concentré par brebis est quasiment stable par rapport à 2023, elle est en hausse rapportée au kg de carcasse produit (8,2 kg/kg), compte tenu de la baisse de productivité des brebis.

Le seuil de revenu de 20 000 €/UMOex tout juste atteint

Malgré la nouvelle amélioration du produit de l'atelier ovine, la progression du résultat courant reste très modeste en 2025, seulement 700 €/UMOex (+4%), du fait de la hausse des charges de structure, de la baisse des aides et du recul du produit des cultures. Le revenu moyen atteindrait ainsi tout juste le seuil de 20 000 €/UMOex, ce qui reste malgré tout le meilleur niveau observé depuis 2018.

Quart supérieur : des systèmes plus productifs et plus pâturants

Les exploitations aux meilleurs revenus (quart supérieur) se caractérisent cette année par une meilleure productivité des brebis que la moyenne du groupe (1,25 vs. 1,16). Elles se caractérisent aussi, comme les années précédentes, par une part plus importante du pâturage dans l'alimentation des brebis, permettant de réduire les fourrages distribués (258 kg MS/brebis vs. 309) et le recours aux concentrés : 161 kg/brebis vs. 168 et surtout 6,9 kg/kg de carcasse d'agneau produit vs. 8,2.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 66 ha de SAU dont 55 ha de SFP
- 274 ha de parcours individuels
- 587 brebis

FIG. 12 : LOCALISATION DES 49 EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

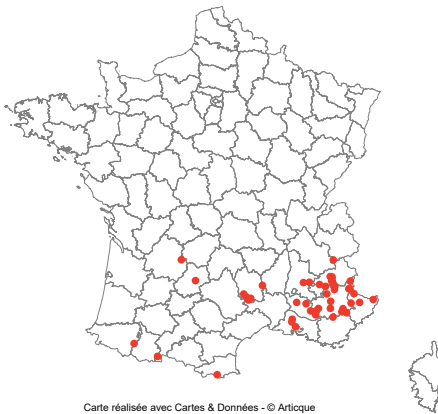
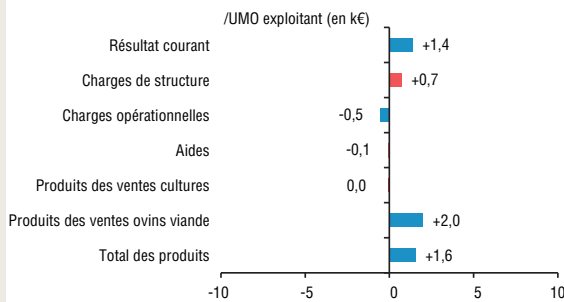


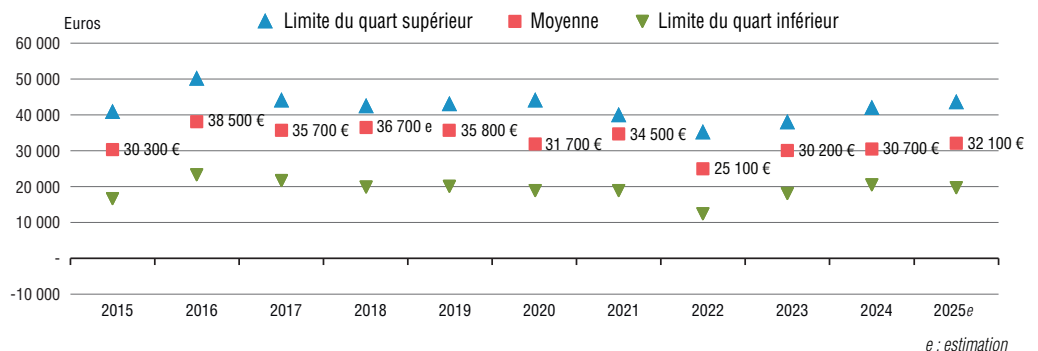
FIG. 13 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 14 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

Stabilité du revenu, à 32 100 €/UMO exploitant

Ce groupe est majoritairement localisé dans le quart Sud-Est et dans l'Est de l'Occitanie. À la SAU moyenne de 66 ha (83% de SFP) s'ajoutent des parcours individuels (274 ha en moyenne) et collectifs (recours à l'estive pour les deux tiers du groupe). Ces surfaces pastorales favorisent l'autonomie fourragère de ces élevages, réduisant le chargement moyen à 0,4 UGB/ha SFT (parcours individuels compris). Ces élevages se caractérisent également par une taille moyenne des troupeaux relativement élevée (587 brebis) et par une part significative d'agneaux vendus légers ou maigres.

268 brebis par UMO dans un milieu aux fortes contraintes naturelles

La taille du collectif de travail (2,2 UMO) est stable, comme celle du troupeau. La main-d'œuvre familiale est souvent complétée par du salariat (embauche de bergers par l'intermédiaire du plan loup). La productivité numérique moyenne de l'échantillon est de 0,88 agneau/brebis, avec une forte variabilité : de 0,46 (effets FCO marqués et autres épisodes sanitaires) à plus de 1,2 agneau produit/brebis. Le niveau de prolificité est correct (129%) et la mortalité moyenne est de 16% (25% des élevages sont à plus de 20%).

261 kg de fourrages et 85 kg de concentrés pour une mixité de production : des agneaux finis et des maigres

70% des agneaux sont vendus lourds, majoritairement engraisés en bergerie, à un poids moyen de 16,5 kg de carcasse. Les achats de fourrages restent limités (7,5 €/brebis en moyenne), les concentrés autoconsommés représentent 34% du total et 6,1 kg de concentrés sont utilisés pour produire 1 kg d'agneau.

Un quart supérieur plus pastoral

Avec une productivité équivalente à la moyenne, les élevages du quart supérieur produisent 64% d'agneaux légers et maigres, au marché toujours porteur, à un poids moyen de seulement 13,1 kg de carcasse. Ce type de production permet de réduire le recours aux concentrés : 30 kg/brebis et 2,9 kg/kg de carcasse produit. Avec un accès à plus de surfaces, notamment pastorales, et donc un temps de bergerie réduit, ces élevages se démarquent également par une plus faible quantité de fourrages distribués (191 kg/brebis), mais avec une part achetée un peu plus importante (10,4 €/brebis). Leur marge brute moyenne se monte à 87 €/brebis, soit 11 € de plus que la moyenne du groupe.

2025 : nouvelle amélioration du revenu

L'évolution des résultats économiques entre 2024 et 2025 (estimée) montre une relative stabilité. La petite augmentation des charges de structure est presque compensée par la baisse des charges opérationnelles, les aides sont stables et la nouvelle progression des cours des agneaux permettrait une amélioration de 4% du résultat courant, à une valeur moyenne de 32 100 €/UMO.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 197 ha de SAU dont 70 ha de SFP et 125 ha de cultures
- 613 brebis allaitantes

FIG. 15 : LOCALISATION DES 31 EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

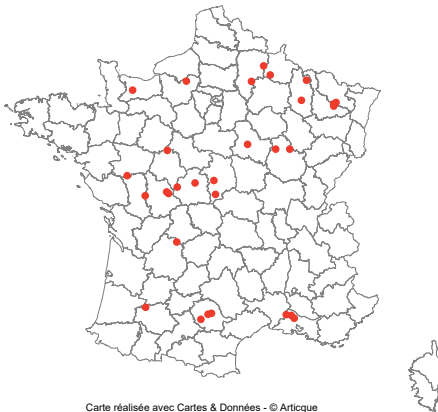
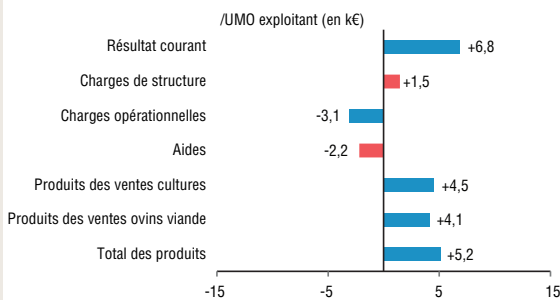


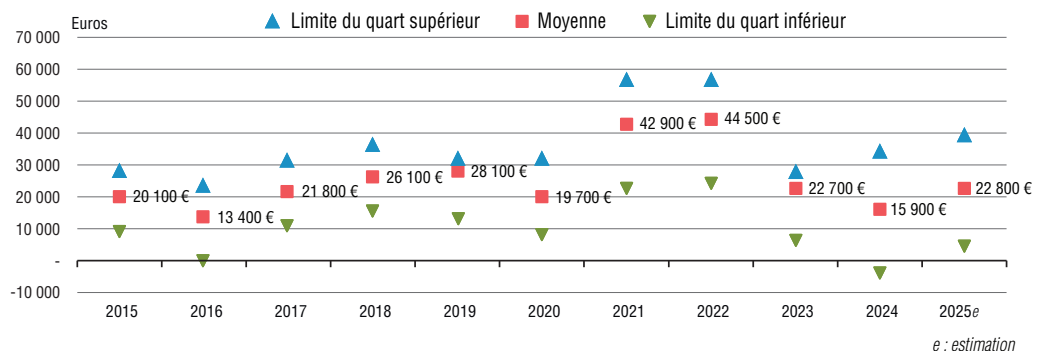
FIG. 16 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 17 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

Avec des conjonctures ovine et végétale plus favorables, le revenu remonte à 22 800 €/UMO exploitant

Ce groupe rassemble des exploitations très diversifiées, allant de conduites majoritairement en bergerie à des systèmes plus herbagers. Le chargement moyen augmente légèrement, à 2,1 UGB/ha de SFP (14 brebis/ha). L'association entre atelier ovin et grandes cultures confirme plus que jamais sa pertinence. Si les synergies techniques de ces systèmes sont régulièrement mises en avant, la campagne souligne également leur intérêt économique. Les coproduits issus des cultures (céréales, protéagineux, ...) trouvent en effet un débouché direct au sein de l'atelier ovin. Cette valorisation s'étend également à des surfaces additionnelles, telles que les couverts végétaux ou les repousses de colza, qui contribuent à sécuriser l'alimentation du troupeau.

Après trois années de recul, un redressement du revenu en 2025

Après une année 2022 particulièrement favorable, avec un revenu moyen de plus de 40 000 €/UMO exploitant (UMOex), ces exploitations ont subi trois années consécutives de baisse de leur revenu, n'atteignant plus que 17 600 €/UMOex en 2024. Les estimations pour 2025 montrent une progression du revenu de 43%, à 24 400 €/UMOex, grâce à la hausse combinée des produits des ateliers ovins et grandes cultures, et à la diminution des charges opérationnelles. Cette amélioration reste toutefois partiellement minorée par une hausse des charges de structure et par une diminution des aides.

La maîtrise technique de l'atelier ovin, facteur clé de performance

Avec une augmentation du cheptel moyen de 113 brebis par rapport à 2024, l'atelier ovin renforce sa place dans l'équilibre économique de ces exploitations. Dans ce contexte, la maîtrise technique du troupeau constitue un levier déterminant de la performance économique. La productivité moyenne observée dans l'échantillon atteint 1,22 agneau élevé par brebis, pour une marge brute moyenne de 120 € par brebis. La productivité du quart supérieur atteint 1,34 agneau/brebis (1,24 pour le quart inférieur) et sa marge brute 152 €/brebis (103 € pour le quart inférieur).

Une autonomie en concentrés favorisée par la complémentarité cultures-élevage

La combinaison des ateliers ovins et grandes cultures contribue également à améliorer l'autonomie alimentaire des exploitations, notamment en matière de concentrés. L'autonomie moyenne observée atteint 43%, un niveau notable dans des systèmes où une part importante de la production est réalisée en bergerie. La consommation moyenne de concentrés s'élève à 246 kg par brebis, soit 10,5 kg/kg de carcasse d'agneau. Cette autonomie relative constitue un levier important de maîtrise des charges, dans un contexte marqué par la volatilité du prix des matières premières alimentaires.

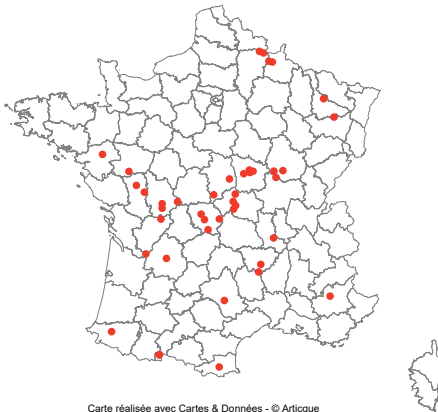
6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

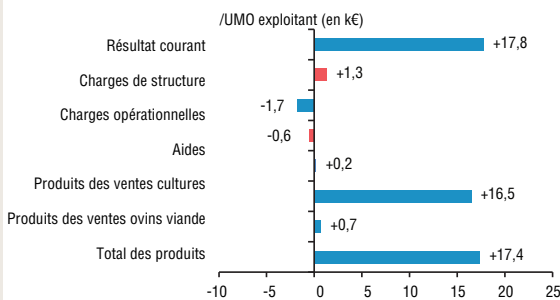
- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 179 ha de SAU dont 150 ha de SFP
- 375 brebis allaitantes et 67 vaches allaitantes

FIG. 18 : LOCALISATION DES 43 EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artlicque

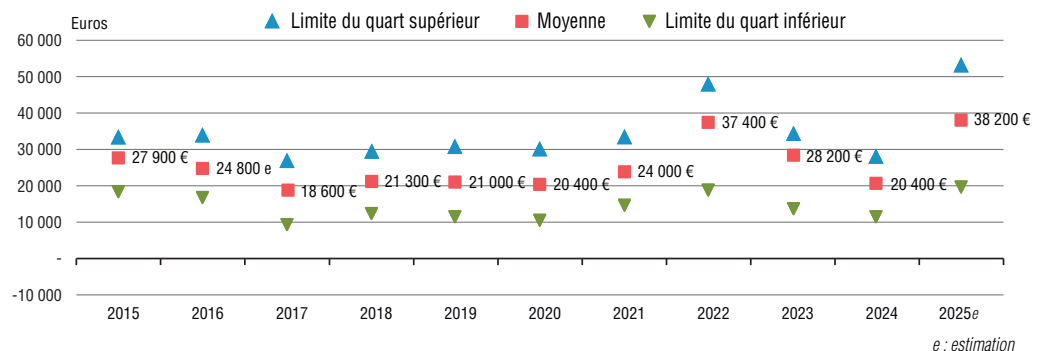
FIG. 19 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 20 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

La conjoncture bovine booste le revenu qui atteint 38 200 €/UMO exploitant

Ces exploitations associant ovins et bovins viande sont principalement situées sur une diagonale allant de la Vendée à la Moselle. Elles détiennent en moyenne 179 ha de SAU, dont 85% d'herbe, avec un chargement d'1,1 UGB/ha SFP. Le troupeau bovin viande est généralement dominant par rapport aux ovins (60% des UGB en moyenne). Les structures sociétaires sont majoritaires (75% d'EARL et de GAEC). Rapportée à l'UMO, la SAU est nettement supérieure à celle des spécialisés : 84 ha/UMO vs. 56 ha et 70 ha pour les deux groupes spécialisés non pastoraux.

177 brebis par UMO, un atelier ovin minoritaire

L'atelier ovin est minoritaire dans ces exploitations, mais il reste intéressant pour la diversité de leurs produits et leur résilience économique. La productivité moyenne des brebis, 1,1 agneau/brebis (de 0,63 à 1,62), est grevée par un taux de mortalité des agneaux de 19%, alors que la prolificité se maintient à un niveau satisfaisant de 153%. La consommation moyenne de fourrages stockés est de 258 kg de MS/brebis. Celle de concentré est de 169 kg/brebis (de 30 kg à 343 kg/brebis), soit 8,4 kg/kg de carcasse d'agneau.

Des cours des bovins élevés, portés par une faible disponibilité d'animaux maigres

Le produit bovin viande augmente en moyenne de 28% par rapport à 2024, du fait d'une demande en maigre très active à l'export, confrontée à une offre limitée. Mais certains troupeaux bovins touchés par la FCO et/ou la MHE ont subi des baisses de productivité et des frais vétérinaires supplémentaires. Le produit ovin viande n'a, en revanche, progressé que de 1,6%, du fait de cours moins favorables en période estivale.

2025 : des charges contenues assurant une nette hausse du résultat courant

Les reculs des prix des aliments et des engrais contribuent à la baisse de 3% des charges opérationnelles en 2025. Les reports de stocks de l'hiver ont permis de faire face à la sécheresse estivale sans recourir à des achats. L'automne clément a permis de laisser des animaux au pâturage. Les charges de structure progressent de 1,4%, sous l'effet des postes « mécanisation » et « bâtiments ». Au global, le résultat courant par UMO devrait progresser de 17 800 €, soit la deuxième meilleure année en 10 ans.

Un quart supérieur aux avantages structurels

En 2025, les élevages aux meilleurs revenus (quart supérieur) bénéficient de structures plus importantes (219 ha et 39 vaches par UMO vs. 120 ha et 18 vaches en moyenne) et sont davantage orientés vers la production bovine (73% UGB vs. 60%). Mais ils présentent également de meilleures performances techniques au niveau de l'atelier ovin viande avec une productivité ovine à 1,27 agneau/brebis vs. 1,10 en moyenne et des agneaux plus lourds (+1 kg de carcasse par agneau).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



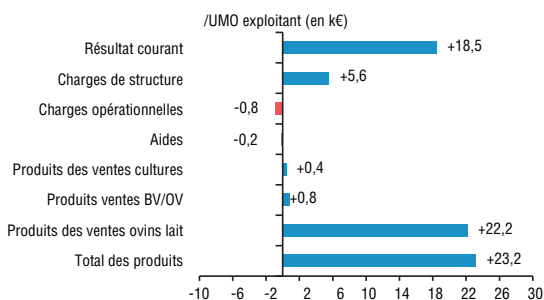
DONNÉES REPÈRES

- 2,4 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 99 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 465 brebis présentes
- 162 700 litres de lait
- 66% d'exploitations spécialisées

FIG. 21 : LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS LIVREURS DU NORD-OCCITANIE



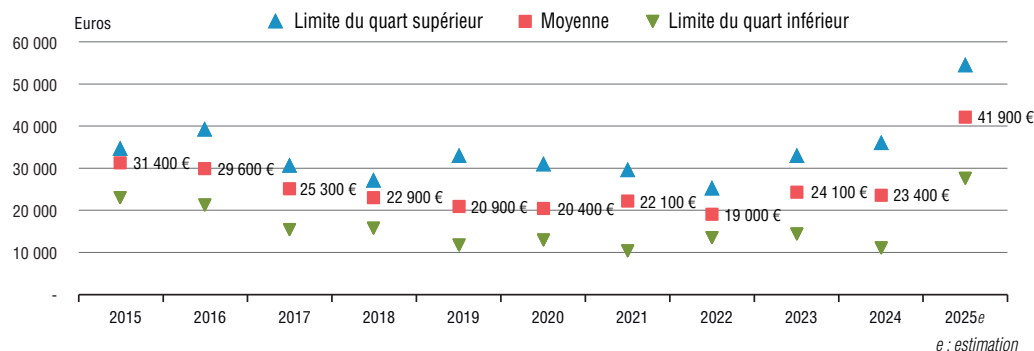
FIG. 22 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 23 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

OVINS LAITIERS LIVREURS DU NORD-OCCITANIE

Un revenu historiquement haut à 41 900 €/UMO exploitant qui bénéficie d'une conjoncture de prix favorable

Localisées au sud du Massif central, 90% des exploitations suivies produisent du lait en respectant le cahier des charges de l'AOP Roquefort. Avec plus de 162 000 litres de lait livré, la production laitière de ces élevages est supérieure de 15% à la moyenne enregistrée dans le bassin.

Après avoir atteint un sommet lors de la campagne 2023, l'IPAMPA lait de brebis a amorcé un repli en 2024 (-4,2%). Couplé à une augmentation du prix du lait et une meilleure valorisation des agneaux, les résultats de la campagne 2024 étaient attendus en progression malgré des volumes en baisse. L'augmentation des charges de structure, notamment des charges de main-d'œuvre, d'amortissements et d'entretien du matériel et des bâtiments, a toutefois été plus importante que prévu. Le résultat courant des exploitations suivies au cours de la campagne 2024 s'est ainsi stabilisé à 24 800 € en moyenne par UMO exploitant.

Un contexte de prix des produits favorable en 2025

Pour la campagne 2025, les hausses des volumes livrés (4,9%) et du prix du lait (6,1%) permettent d'accroître le produit des ventes de lait de 12 400 € en moyenne par UMO exploitant. En parallèle, le prix des agneaux de lait a connu une hausse inédite de 40% pour dépasser la barre des 100 € en moyenne par agneau vendu, à laquelle s'ajoute une hausse du prix des réformes de 15%. Les co-produits de l'atelier ovin lait augmentent donc eux aussi de 9 800 € par UMO exploitant. Enfin, les élevages mixtes avec un atelier bovin viande bénéficient également d'une conjoncture bovine favorable avec une hausse de 37 à 45% du prix des brouards selon la race.

Sur la campagne 2025, l'IPAMPA lait de brebis poursuit sa baisse de 2,7%, tiré par les prix des aliments achetés (-7%), des engrais (-4%), de l'électricité (-6%) et du carburant (-13%). En revanche, certains postes, notamment de charges de structure, poursuivent leur progression à l'image des services (+2%). Par ailleurs, portées par une conjoncture de prix favorable, il est probable que les décisions stratégiques prises par les éleveurs conduisent à une augmentation des investissements comme entre 2023 et 2024 pour renouveler du matériel, faire des réparations ou améliorer les conditions de travail. Ainsi, si les charges opérationnelles diminuent de 800 € en moyenne par UMO exploitant, les charges de structure augmentent de 5 600 € en moyenne par UMO exploitant.

Les exploitations les plus performantes associent productivité laitière et maîtrise des charges

À 41 900 € en moyenne par UMO exploitant, le résultat courant enregistrerait une hausse de 79%, atteignant un niveau jamais atteint depuis 2015. Mais comme les années précédentes, la variabilité entre élevages reste importante. Les exploitations les plus performantes (le quart supérieur à plus de 54 700 €/UMO exploitant) se distinguent le plus souvent par une meilleure productivité des brebis (386 litres par brebis, soit +20 litres) associée à une bonne maîtrise des charges (-3 points de charges opérationnelles / produit brut et -4 points de charges de structure / produit brut).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



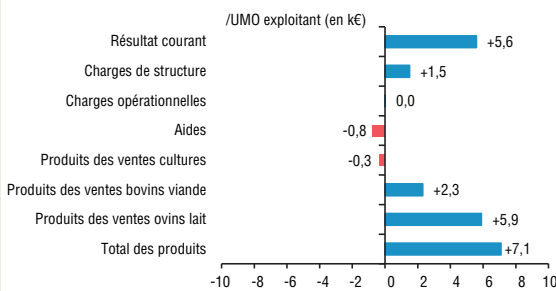
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 46 ha de SAU dont 43 ha de SFP
- 388 brebis présentes
- 70 200 litres de lait
- 76% d'exploitations mixtes (avec 19 vaches allaitantes dans ce cas)

FIG. 24 : LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES



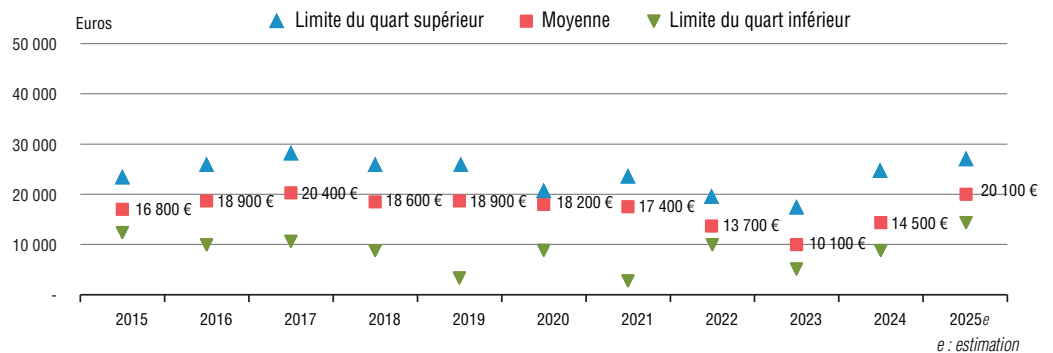
FIG. 25 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 26 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

OVINS LAITIERS LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

En hausse, le revenu retrouve enfin son niveau d'avant la crise Covid, à 20 100 €/UMO exploitant

Localisées dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les exploitations suivies sont en races locales des Pyrénées et majoritairement engagées dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Autour de 70 000 litres de lait livré, le volume moyen de ces exploitations se situe 35% au-dessus de la moyenne départementale avec une productivité laitière similaire aux élevages en Contrôle Laitier Officiel.

La campagne laitière 2024 dans le bassin des Pyrénées-Atlantiques a été marquée par une légère hausse du résultat courant après 4 années de baisse, dans un contexte d'augmentation du prix du lait et de baisse relative de l'IPAMPA lait de brebis (-4,2%) qui a permis une certaine stabilité des charges d'exploitation. Le résultat courant des exploitations suivies au cours de la campagne 2024 a progressé de 47%, à 14 500 € en moyenne par UMO exploitant.

Une campagne 2025 portée la hausse du volume produit et la conjoncture bovine

Pour la campagne 2025, l'association d'une hausse des volumes de lait livré de 4,9% et d'une légère progression du prix de lait (+1%) permet au produit lait de progresser de 3 900 € par UMO exploitant. En parallèle, le prix des agneaux de lait (très saisonnier et lié au marché espagnol) a progressé de 14% et permet aux co-produits de l'atelier ovin lait de progresser de 2 000 € par UMO exploitant. Enfin, la filière bovine allaitante du Sud-Ouest, touchée par une situation sanitaire difficile et une offre en repli, a vu les prix des brouards augmenter de 43%. Les exploitations mixtes suivies (3/4 de l'échantillon) ont bénéficié de cette hausse à hauteur de 2 300 € par UMO exploitant.

Pour la seconde année, le prix des matières premières évolue à la baisse

Sur la campagne 2025, l'IPAMPA lait de brebis poursuit sa baisse de 2,7%, tiré par les prix des aliments achetés (-7%), des engrais (-4%), de l'électricité (-6%) ou du carburant (-13%). En revanche, certains postes, notamment de charges de structure, poursuivent leur progression à l'image des services (+2%) ou des frais financiers (+24%). Si une hausse des frais vétérinaires liée à la nécessité de vacciner contre la FCO est attendue, les aides de compensation des pertes liées à la FCO ont été touchées par environ 1/3 des éleveurs. Les charges opérationnelles sont stables et les charges de structure augmentent de 1 500 € en moyenne par UMO exploitant.

Les exploitations les plus performantes sont les plus autonomes

À 20 100 € en moyenne par UMO exploitant, le résultat courant enregistrerait une hausse de 39%, retrouvant son niveau d'avant la crise du Covid en 2018. Mais comme les années précédentes, les éleveurs obtenant les meilleurs revenus (un quart de exploitations, à plus de 27 300 €/UMO exploitant) ne sont pas forcément les plus productifs mais les plus performants du point de vue de l'autonomie alimentaire de leur élevage. En limitant les achats de fourrages notamment, ils maîtrisent leurs charges d'exploitation (-7 points de charges opérationnelles / produit brut et -4 points de charges de structure / produit brut).

7

PERSPECTIVES VIANDE OVINE 2026

Le repli de l'offre mondiale devrait s'accroître en 2026

En Europe, les maladies contagieuses touchant les ovins (clavelée, peste des petits ruminants, fièvre aphteuse en Grèce, nouveaux variants de la FCO) se multiplient, fragilisant des cheptels déjà en déclin. À ces risques s'ajoutent le vieillissement des éleveurs et les aléas climatiques, accélérant la baisse des effectifs.

En 2026, la production mondiale, tant européenne qu'océanienne, devrait encore reculer, maintenant les prix à des niveaux records.

La demande internationale dépendra surtout des importations chinoises en viande ovine et de celles du Moyen-Orient en animaux vivants.



FRANCE

La baisse des importations de viande et la hausse des exportations de vifs devraient se poursuivre en 2026

Après plusieurs années déjà marquées par de faibles disponibilités en ovins, 2026 ne fera pas exception. Les FCO-3 et 8 ont nettement impacté le cheptel ovin français qui semble tout juste se stabiliser fin 2025. Sur le marché international, **la demande très dynamique des pays du pourtour méditerranéen en ovins espagnols continuera de rebattre les cartes** : le commerce avec la France, moins attractif, devrait rester amoindri. Début 2026, les sorties d'agneaux des élevages français sont nettement à la traîne : la hausse des exportations d'agnelets vers l'Espagne pour les fêtes de Noël a provoqué une baisse des entrées

dans les élevages engraisseurs. Les ovins engraisés en France fin 2025 ont même été, pour une partie d'entre eux, exportés à la sortie des centres d'engraissement. Tout cumulé, le manque d'approvisionnement pour le marché français est notable, sans parler de la baisse des importations d'ovins espagnols qui pourrait se poursuivre. **On estime alors un recul de près de 4% de la production ovine en 2026**, avec -3% de réformes, les éleveurs ayant tout intérêt à recapitaliser, et -4% d'agneaux.

Les **importations** françaises de viande ovine devraient continuer leur baisse en 2026, mais de façon plus modeste qu'en 2025 (-2%). Parmi les principaux pays **fournisseurs**, le Royaume-Uni et l'Irlande pourraient *a priori* augmenter ou maintenir leurs expéditions de viande ovine vers la France. En revanche, les importations en provenance d'Espagne continueront de se réduire, les abattages espagnols étant prévus en forte baisse. La Nouvelle-Zélande devrait également réduire ses ventes du fait de la baisse de production devenue structurelle.

Face à ce nouveau recul des abattages et des importations, le **disponible en viande ovine** (ou consommation par bilan) devrait de nouveau se **replier** sur le marché français, de 3%/2025. Attention toutefois, malgré ce contexte, la **cotation** entrée abattoir diminue en 2026 : sur les 11 premières semaines, elle s'élevait en moyenne à 9,88 €/kg, soit -0,24 €/kg comparé à 2025. **Si l'offre recule franchement, la demande semble encore se replier davantage, freinée par le niveau de prix de vente atteint.**

TAB. 1 : BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

(en 1 000 téc)	2023	2024	2025	2026	2026p/25
Abattages contrôlés	73	68	66	64	-4%
Importations	86	85	79	78	-2%
Exportations	8	8	8	8	-1%
Consommation	150	145	137	133	-3%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI

TAB. 2 : PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE

ROYAUME-UNI (1 000 téc)	2024	2025	2026p	2026p/2025
Abattages	266	272	264	-3%
Importations de viande ovine	76	79	82	+4%
Exportations de viande ovine	80	88	88	+1%
Consommation par bilan	262	263	257	-2%
IRLANDE (1 000 téc)	2024	2025	2026p	2026p/2025
Abattages	63	53	54	+2%
Importations de viande ovine	3	5	5	=
Exportations de viande ovine	50	43	46	+5%
Consommation par bilan	16	15	14	-7%
ESPAGNE (1 000 téc)	2024	2025	2026p	2026p/2025
Abattages	98	98	79	-20%
Importations de viande ovine	10	10	10	=
Exportations de viande ovine	43	49	46	-5%
Consommation par bilan	65	60	42	-29%
UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 téc)	2024	2025	2026p	2026p/2025
Abattages	475	447	411	-8%
Importations de viande ovine	147	165	165	+10%
Exportations de viande ovine	27	32	32	-1%
Consommation par bilan	612	580	545	-6%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et AHDB

La production des pays de l'UE devrait continuer de se tasser en 2026

Fin 2025, selon nos estimations et les premières données publiées sur *Eurostat*, le cheptel reproducteur de l'UE à 27 reculait pour la 6^{ème} année consécutive, de 5% /2025, atteignant 41,7 M de têtes.

La *Commission européenne* prévoit un nouveau recul de la production indigène brute de viande ovine en 2025 (-18%), qui intègre donc les flux de vifs. Selon nos estimations, les abattages ovins pourraient reculer de 8%/2025. Les importations de viande ovine pourraient continuer de croître tandis que le tassement de la production, associé à des prix qui restent élevés pourraient freiner les exportations en 2026 (-1%/2025).

L'Irlande, avec un cheptel reproducteur stable fin 2025, devrait voir sa production se redresser légèrement en 2026. Sur les deux premiers mois de 2025, les abattages ovins augmentent de 3%/2025. La demande à l'export devrait rester ferme et les envois pourraient reprendre. Les importations, qui ont explosé en 2025 du fait du manque d'offre très important, se maintiendraient. Selon les prévisions publiées par la *Commission européenne*, la production indigène espagnole devrait reculer de 15%.

En Espagne, le fort repli du cheptel fin 2025 devrait conduire à un net repli de la production de viande ovine (-20%/2025) et des envois de viande comme de vifs. Selon les prévisions publiées par la *Commission européenne*, la production indigène brute espagnole (abattages-exports de vifs+ imports de vifs) devrait reculer de 35% en 2026.

Selon AHDB, la production ovine au Royaume-Uni devait diminuer de 3% en 2026 et les effectifs abattus de 1%. Tout dépendra surtout des conditions météorologiques, des maladies et de l'offre mondiale. La consommation d'agneau au Royaume-Uni pourrait légèrement diminuer. Les exportations devraient progresser en 2026, soutenues par la vigueur du marché européen. Parallèlement, les importations devraient augmenter. Une pression sur les prix pourrait se manifester en début d'année en raison d'un excédent de stock.

OCÉANIE

Avec un ralentissement de la production prévue en 2026, les deux premiers exportateurs mondiaux de viande ovine devraient voir leurs volumes à l'export diminuer, tirant les prix de la viande ovine encore davantage vers le haut.

En **Nouvelle-Zélande**, le cheptel ovin, qui a reculé de 1% /2024 à 23 M de têtes en juin 2025, devrait continuer de se réduire d'après *Beef and Lamb New Zealand*.

Pour la saison 2025-2026, l'institut néozélandais prévoit une baisse de près de 2% de la **production** de viande ovine et un recul équivalent des

exportations de viande ovine. Cette baisse désormais structurelle est due à une **diminution du nombre de brebis** reproductrices après une saison record en 2023-2024 et à des **changements structurels d'affectation des terres**. En effet, l'élevage **bovin lait est plus attractif** et le **reboisement** réduit les surfaces consacrées à l'élevage ovin et bovin viande.

En **Australie**, la **production devrait baisser de 4% sur l'ensemble de l'année 2026** d'après *Meat and Livestock Australia* (MLA), avec une baisse des sorties au 1^{er} semestre et une reprise de production lors du printemps austral, qui ne parviendra pas à effacer la baisse de début d'année. Une recapitalisation est attendue, limitant les abattages de brebis. L'offre d'agneaux a commencé à se raréfier au 2nd semestre 2025 et devrait rester basse au 1^{er} semestre 2026 en raison de conditions météorologiques défavorables qui ont nui aux agnelages. Pour les sorties du 2nd semestre, les premiers résultats d'échographie sont excellents, laissant espérer un cheptel d'agneaux plus important et une augmentation de l'offre en septembre-octobre. La baisse de l'offre soutient les prix, la demande ayant commencé à dépasser l'offre. **Faute de volumes suffisants, les exportations australiennes sont prévues en baisse de 5%/2025. La Commission européenne et le gouvernement australien ont finalement signé un accord commercial** le 24 mars 2025 octroyant à l'Australie un contingent supplémentaire de **25 000 t** de viande ovine sur le marché européen. Le calendrier de ratification et de mise en œuvre n'est pas connu pour l'instant.

TAB. 3 : EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2023-2024	2024-2025	2025-2026p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	378	364	357	-2%
AUSTRALIE (1 000 téc)	2024	2025	2026p	Variation
Exportations de viande ovine	689	634	603	-5%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef and Lamb New Zealand* et *Meat & Livestock Australia*

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2025
Perspectives 2026

N° 566
Avril 2026

Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :
www.idele.fr



Dossier marchés mondiaux -
Produits laitiers -
Année 2024 Perspective 2025
n°560 - Juin 2025



Dossier marchés mondiaux -
Viande bovine -
Année 2024 Perspective 2025
n°561 - Juin 2025



Dossier - Bovins viande -
Allemagne
n°562 - Novembre 2025



Dossier annuel -
Bovins viande
n°563 - Janvier 2026



Dossier annuel -
Bovins lait
n°564 - Mars 2026



Dossier annuel -
Caprins
n°565 - Avril 2026

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Corinne MAIGRET et Jenny LEFEUVRE (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : couverture ©JULIE VY 12/PIXABAY - P2©BLUETENKUSS/PIXABAY, ©CONGERDESIGN/PIXABAY, ©TUMISLU/PIXABAY - P3©B.MOREL/IDELE, ©FOTO-CANVAS-STORE/PIXABAY, ©ALEXAS-FOTOS/PIXABAY - P4©JEAN-MARC ARRANZ GISID64 - P8©C.MAIGRET/IDELE - P21©BYREX/PIXABAY - P27©CLARKO1959/PIXABAY - P38©DR/IDELE

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0026501005

Version numérique téléchargeable gratuitement sur www.idele.fr

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE